



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Eske se pa gouvèman an menm ki pyeje Minis Sante Piblik la ?

Page 6

LA SOLUTION EST DE DISSOUDRE LE CPT !



Voir page 3

La seule solution possible est la dissolution de cette structure présidentielle et aussi du système qui l'englobe et la guide à sens unique dans la mauvaise direction

A 2024 Retrospective

Page 9



Neuf erreurs sur la question dominicaine-haïtienne

Page 7

UN POÈTE HAÏTIEN MIGRANT EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



2025 : Ultimatum pour l'humanité !

Page 10



Voir page 4

Je marche dans les rues avec la tête qui tourne comme une girouette. Le bruit des moteurs me fait peur. Je pense toujours que c'est un policier qui me crie de m'arrêter, de leur montrer mes documents



Syrie : Joulani nomme un « terroriste » à la tête des services de renseignements

Page 17

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAÏTI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Élysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Année 2024 et début d'un nouvel An dramatiques pour Haïti !

Par Berthony Dupont

L'année 2024 se termine dans le chaos comme elle avait commencé sous le gouvernement du Premier ministre déchu Ariel Henri qui a été empêché de rentrer au pays en février dernier. Cette année écoulée a été marquée par la décomposition totale de la classe politique haïtienne, avec l'arrivée au timon des affaires, d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) corrompu et d'un gouvernement vendus aux oligarques en place et soumis tout entier à l'impérialisme américain. 2024 avait été projetée comme l'année qui devrait marquer le début de quelque chose de différent, d'une prise de conscience nationale, bref d'une nouvelle ère pour les Haïtiens. Mais elle s'est avérée pire dans la mesure où ce ne sont pas les jours, les semaines, les mois et les années qui agissent et font l'histoire, mais des femmes et des hommes.

Les années n'ont rien à voir avec le déclin actuel d'Haïti. Elles ne peuvent rien influencer, ce sont les acteurs politico-économiques et sociaux, en l'occurrence ces hommes et ces femmes qui ont rendu les années insignifiantes avec des conséquences non seulement politiques, mais aussi sociales et économiques désastreuses basées sur le déni pour le pays. Cette réalité résulte de la politique des gouvernements successifs, ennemis du peuple qui, dans leur aveuglement, ont livré la population à l'une des pires situations sécuritaires qu'elle n'ait jamais connue. Depuis plusieurs décennies, ces élites réactionnaires n'ont eu qu'un seul programme, celui d'étrangler les masses populaires par des ajustements structurels en accélérant la chute du pays à une vitesse phénoménale.

Le pays ne fait face ni à la sécheresse ni à la famine à part être frappé périodiquement dans certaines provinces par des pluies torrentielles provoquant des inondations meurtrières et suscitant beaucoup d'inquiétudes. Mais notre plus grand malheur reste la catastrophe politique d'un système capitaliste barbare, criminel qui nous ruine et nous conduit à une augmentation fréquente des déplacements de personnes vivant déjà dans la pauvreté, une misère abjecte dans des bidonvilles et des ghettos abandonnés par les autorités politiques. Ce système érigé en maître du monde veut par les moyens les plus sordides nous asphyxier, nous éliminer en tant que peuple rebelle, insoumis ayant déjà fait ses preuves en se débarrassant du joug des esclavagistes.

De l'avis de Brian A. Nichols, Secrétaire adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental du Département d'Etat américain, dans le journal *Miami Herald* du 27 décembre 2024 « *Bien qu'Haïti ait encore un long chemin à parcourir pour rétablir la sécurité et la gouvernance démocratique, les efforts de l'Administration Biden ont empêché le pays de s'effondrer.* » Le journal *Haïti Liberté* ne peut que le démentir et protester énergiquement contre ces propos. Cette rhétorique n'est, en réalité, qu'une couverture pour l'impérialisme américain qui poursuit une politique encore plus agressive contre le peuple haïtien, victime de plus d'un siècle de crimes commis, entre autres de coups d'état sanglants, conséquence naturelle de la domination impérialiste dans le pays.

C'est le contraire de ce que Nichols a déclaré qui est la vérité. Puisque la situation est beaucoup plus grave aujourd'hui qu'elle ne l'était avant cette mise en scène sécuritaire organisée à dessein. Sans parler de cette mission fictive des forces kenyanes qui va certainement exacerber davantage les problèmes sécuritaires, économiques et humanitaires dans tout le pays. Pour préserver l'ordre impérial en Haïti, 600 millions de dollars par an sont nécessaires au fonctionnement de la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS). Mais absolument rien pour créer des emplois qui puissent sortir les travailleurs du chômage chronique et assurer leur sécurité sociale. Et c'est dans cette optique que nous devons comprendre la plaidoirie de l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, James Foley qui propose une nouvelle intervention impérialiste avec Donald Trump de façon à remettre au pouvoir, un autre régime fantoche au service de l'impérialisme américain.

En cette période de fin d'année et du nouvel An, et dans cette situation de crise sociopolitique, aucun changement ne peut être obtenu sous la domination ou l'occupation d'une quelconque force étrangère en Haïti. Toute résolution de la crise doit passer par la volonté d'agir, d'organiser et de lutter du peuple haïtien qui lui-même sait quel chemin prendre pour atteindre l'objectif visé contre cette instabilité endémique, résultant d'une mauvaise gouvernance persistante.

Cette fin d'année 2024 et ce début du nouvel An catastrophiques coïncident avec la lutte historique du peuple haïtien pour se libérer du joug de l'esclavage et de la colonisation. Le peuple saura quoi faire pour se libérer de ces nouveaux maîtres qui pensent et décident de tout à sa place par l'intermédiaire de leurs subalternes placés à la tête du pouvoir à Port-au-Prince.

Le peuple haïtien malgré sa tourmente et ses difficultés est plus mûr, plus résilient, tôt ou tard, il se dressera courageusement contre cette nouvelle colonisation pour restaurer la dignité haïtienne et reprendre le contrôle de son destin, comme il l'avait concrètement fait par sa Révolution anti-esclavagiste et anticolonialiste de 1804, dont nous commémorons le 221^e anniversaire ce premier janvier 2025.

Au terme de cette année dramatique, chaotique, nos vœux de solidarité vont particulièrement aux plusieurs centaines de familles déplacées, endeuillées, victimes de l'insécurité, opprimées, et surtout victimes de la politique irresponsable de ce gouvernement de transition qui n'aspire guère au moindre changement ni à la stabilité politique et économique. Cet appareil d'Etat de transition ne contrôle que le processus de continuation et de pérennisation de cette élite politique et économique afin qu'elle consolide le pouvoir au profit des puissances exploiteuses.

En ces jours de fin d'année et du nouvel An, nous remercions nos collaborateurs, nos sponsors, nos lecteurs et tous ceux qui, sincèrement et volontairement, continuent de s'engager dans cette lutte de libération nationale.

Vive la lutte du peuple haïtien ! Vive une nouvelle année 2025 de combat continu pour la dignité et la victoire de tous les peuples en lutte contre les puissances impérialistes ! Vive Haïti, que l'île révolutionnaire renaisse de ses cendres !

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe

- \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

- \$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

- \$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

- \$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

- \$150 pour un an
 \$85 pour six mois

La solution est de dissoudre le CPT !

Par Isabelle L. Papillon

Chaque fin d'année pour apaiser la population, le pouvoir en place invente toujours un slogan.

L'année dernière, le Premier ministre Ariel Henri avait fait le serment « *Que l'année 2024 qui s'en vient devra être l'année de la reconstruction de nos institutions.* » Pour continuer à tourner en ridicule la population, Leslie Voltaire du Conseil présidentiel de transition (CPT) vient de récidiver en s'engageant presque dans la même voie. Au cours de son entretien avec Assad Volcy, il a osé lui-même déclarer que 2025 serait l'année de la pacification du pays et des élections.

Alors que selon les dernières prises de position de certains dirigeants appartenant à la même classe politique, les idées divergent les unes des autres à tel point que même au sein du CPT, il n'y a pas de vision commune entre les neuf protagonistes, sauf lorsqu'il s'agit de mener une mauvaise action, désavantageuse pour la majorité de la population. Le seul programme jusqu'ici qui fait l'unanimité au sein du Conseil c'est le partage de l'argent entre eux, comme dans le cas du fonds de renseignement qui a été divisé en 9 parties mais alors nous n'avons pas entendu de grincements de dents à ce sujet. Cela signifie clairement, qu'ils s'entendent à merveille dans la corruption.

Sur la question des élections, aucun des secteurs, même ceux qui ont leur représentant au sein du CPT, ne vont créditer aucun résultat électoral de ces caméléons puisqu'aucun d'entre eux n'est honnête. Déjà tout le monde peut le constater, et cela c'est pour la première fois, même dans le processus de construire le Conseil électoral provisoire, le CPT est délibérément intervenu pour choisir certains conseillers électoraux. Demain, ils choisiront à la place du peuple leur propre gagnant de n'importe quelle élection.

Le Conseil présidentiel est à la fois illégitime, illégal et contre productif pour ne pas dire

inutile, voire même nuisible. D'ailleurs il n'a pas la confiance du pays. Le pire, c'est qu'il ne se gêne même pas. Les conseillers à l'in-star même des inculpés continuent à fonctionner comme si de rien n'était. En un sens, ils se considèrent tous



Huit membres du Conseil Présidentiel de transition

d'une manière ou d'une autre comme des inculpés à la seule différence que certains scandales pouvant les mettre tous nus ne sont pas encore publics. La population éprouve du dégoût à leur endroit; elle a déjà horreur d'eux et veut même les vomir à la fois; ils ne sont pas dérangés et sans aucun scrupule, tous les 9 s'accrochent au pouvoir. Ils n'ont pas honte de la banalité dans laquelle, ils plongent le pays. Pas un seul n'a eu la décence de faire la différence en démissionnant de sorte qu'ils aient la possibilité de se racheter à l'avenir. Leur seule préoccupation reste leurs salaires exorbitants, leurs frais et tout le reste. Quel comportement de salauds !

Lors de la dernière réunion des différents secteurs politiques avec les personnalités éminentes de la Caricom, plusieurs alternatives ont été soumises afin de rétablir la confiance dans le processus de transition. Certains avaient proposé le limogeage des braqueurs du BNC, le remplacement de

tous les membres actuels par d'autres individus, la réduction de leur nombre. Un tas de propositions « bonnet blanc, blanc bonnet » qui au fond n'amènera le pays nulle part. Car tous les protagonistes même quand ils énoncent et démontrent certaines divergences, ne peuvent enfanter que le même cliché car ils sont issus du même moule politique et s'allient à la même mamelle.

Le dénouement sera inévitablement le même car en tant que partisans du statu quo, ils n'ont aucune volonté de se déconnecter d'un passé douloureux et d'avancer dans une autre direction conforme à la volonté et aux aspirations politiques des masses populaires.

On ne peut rien attendre du mal que le mal. Celui qui n'a pas l'habitude de faire du bien ne peut pas l'inventer, il agira toujours à la promotion de la brutalité, de la violence. C'est un génocide que ces acteurs politiques sont en train de concocter, c'est une annihilation d'une immense quantité de vies

humaines. Les meurtres soit au Wharf de Jérémie, à l'hôpital Général, à Savien ou ailleurs, tous ces dérapages ou pertes de vies humaines sans aucune raison sont inconcevables et rien ne sera fait pour y remédier, vu que cela fait leur affaire.

Aucun d'entre eux ne tente de remettre le pays sur les bons rails afin que le peuple puisse en profiter. Aucune stratégie de développement n'a été mise en vigueur et cela s'explique aisément que ces hommes et femmes n'ont aucune notion, aucune idée précise sur leur rôle sauf que de piller l'Etat. Même des réformes, ils ne peuvent pas faire au sein de l'appareil d'Etat, ce ne sont que des charlatans, des charognards à évacuer du pays.

Haiti est l'unique pays qui s'avance à contre-courant du reste du monde. La classe politique corrompte ne compte aveuglément que sur les Etats-Unis car selon elle, c'est par leur seule courroie qu'elle peut atteindre le sommet de diriger ce pays. Cette

dépendance est un acte antipatriotique et de trahison que le peuple doit condamner rigoureusement car sous la houlette de Washington, le pays est devenu un pays de laquais.

La seule solution possible est la dissolution de cette structure présidentielle et aussi du système qui l'englobe et la guide à sens unique dans la mauvaise direction. On peut prendre n'importe qui et le placer à la Villa d'accueil, à la Primature ou au Palais national, où que ce soit, le déclin du pays ne s'arrêtera pas. La corruption au sein de l'appareil d'Etat ne ralentira pas d'un iota.

A ce stade, il n'y a certes qu'une seule solution pour stopper cette hémorragie politique en cours, c'est de combattre par tous les moyens possibles et imaginables ces mercenaires jusqu'à l'élimination complète de cette classe politique au service des puissances impérialistes.

La seule vraie solution est de dissoudre le CPT !



Naresh M. Gehi, Esq.

GEHI & ASSOCIATES Attorneys and Counselors at Law

FREE CONSULTATION

718-764-6911



Annie Joseph

- * TPS
- * Political Asylum
- * Fiancé and Spouse Visas
- * Sponsoring Relatives

- * "Pwogram Biden"
- * Deportation
- * Citizenship
- * All other Immigration Matters



Reasonable Fees

Tel: **718-577-0711**

www.gehilaw.com

104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417

74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372.

173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432.

Tel: 718-577-0711

Tel: 718-263-5999

Tel: 718-764-6911

Un poète haïtien migrant en République Dominicaine



Lorsqu'on parle d'immigration irrégulière, la République Dominicaine en est généralement l'auteur et les Haïtiens en sont les victimes

Par Jhak Valcourt*

Depuis longtemps, avant de sortir de chez moi, j'emporte avec moi mon passeport, ma carte de plan de régularisation, ma carte de professeur, ma carte d'étudiant, mes livres publiés, mes factures de maison, mes factures d'électricité...

« Pour que le mal triomphe, il suffit que les hommes bons ne fassent rien ». Edmond Burke

Depuis quelques temps, mes proches me posent la même question : Comment vas-tu ? Que ressentez-vous avec tout ce qui se passe ? Et je cache toujours la vérité derrière un sourire, mais aujourd'hui, j'ai décidé de répondre à tous ceux qui veulent vraiment savoir comment je vais : Tout me sent la peur, et la tristesse est un abcès qui retient mes larmes à la

nades. Je porte une soupe de sueur sur mon dos, résultat de l'inquiétude et de la nervosité. Cependant, j'entends les gens vanter la brise hivernale. Les touristes blancs marchent portés par le vent, avec un sourire qui ressemble à celui d'une aurore, « comme c'est beau les Caraïbes ! », « comme c'est beau la République Dominicaine ! », répètent-ils comme un chœur d'amour. Comme j'aimerais ressentir et profiter de cette beauté ! Ce coucher de soleil, par exemple, qui glisse derrière cette montagne ; cette chaleur et cette sympathie du peuple dominicain, mais alors n'importe quel policier arrive. — Américain ?

Non, monsieur. Je suis Haïtien. — Vos papiers !

Mes mains tremblantes leur donnent des raisons de penser que je cache quelque chose, mais ils ne réalisent pas que ce sont leurs visages, leurs armes et leurs voix menaçantes qui brisent mon moral et ma confiance. Je prie pour qu'ils

irrégulière, la République Dominicaine en est généralement l'auteur et les Haïtiens en sont les victimes [...] le prisme de l'oppression et de la victimisation est immédiatement conditionné [...] Il recueille aussi des témoignages sensationnalistes », je ne sais plus où j'en suis. Je n'arrive pas à me sortir la question de la tête : que fera mon ami ou comment agira-t-il si un jour l'immigration ou la police m'arrête devant lui ? Pendant longtemps, j'ai cru savoir, mais ce n'est plus le cas. Mon ami a décidé de défendre la « souveraineté » de son pays avant la dignité humaine. Je ne juge pas mon ami, parce que je ne sais pas ce que signifie être nationaliste, on m'a toujours appris à être humain d'abord, et ensuite tout le reste. Est-il si facile d'être nationaliste et si difficile d'être humaniste ? J'aimerais dire que j'ai le cœur brisé, mais je ne sais pas si cette image traduit vraiment ce que je ressens. D'ailleurs, à quoi bon si, pour mon ami, ce que je ressens et écris est un simple « témoignage sensationnel » ?

Je marche dans les rues avec la tête qui tourne comme une girouette. Le bruit des moteurs me fait peur, le cri d'un enfant me fait peur, le rire des prostituées me fait peur aussi. Je pense toujours que c'est un policier qui me crie de m'arrêter, de leur montrer mes documents, puis d'attendre qu'ils décident si c'est un faux ou un original. Depuis longtemps, avant de sortir de chez moi, j'emporte avec moi mon passeport, ma carte de plan de régularisation, ma carte de professeur, ma carte d'étudiant, mes livres publiés, mes factures de maison, mes factures d'électricité... tout ce que je peux obtenir. Mes mains prouvent que je suis un Aytiano légal, qui paie des impôts comme n'importe quel Dominicain. Dans mes poches arrière, mes documents ressemblent à des fesses supplémentaires, mais parfois cela ne suffit pas, car parfois tout dépend de l'humeur de celui qui vous arrête. Et si c'est un voleur, adieu les documents !

Les os et les articulations de mon corps sont engourdis, car sortir est devenu une angoisse. Cela fait un moment que je n'ai pas vu mes amis aytians, car nous avons tous peur que l'immigration s'abatte sur nous et nous emmène tous, et qu'il ne reste plus aucun d'entre nous pour trouver une solution. J'ai aussi perdu l'habitude de marcher avec

ma mère, car j'ai peur que l'immigration l'arrête devant moi et la déshonore, ou la traite comme un objet, comme un animal. Ensuite, ils me tueraient, parce que je ne le permettrais pas. Parfois, elle me dit « mon fils, ça fait si longtemps que nous ne nous sommes pas promenés ensemble, viens avec moi à l'église ». Je ne peux pas lui répondre en la regardant dans les yeux. Je ne veux pas non plus lui dire la vérité sur ma peur. Comme ça me brise le cœur de dire non et de te donner mille excuses ! Ce qui fait le plus mal, c'est son regard dans lequel je lis parfois « oh ! Mon fils a perdu la fierté de marcher avec sa mère ».

En écrivant cette réponse à des amis qui me demandent comment je me sens en République Dominicaine, je pense à tous les Dominicains qui, après l'avoir lu, souriront et diront : Et pourquoi diable es-tu toujours là si tu te sens si foutu ? Puis je souris. Et quand je souris je découvre que mon rire est une façon de pleurer... Quelle découverte ! Je me laisse absorber par les livres pour échapper à la douleur, à la tristesse. J'ai construit un monde de mots et de pages où je me sens en sécurité, mais il n'y a pas de murs qui me protègent de cette honte, de cette humiliation, de cette horreur. Je me lève de ma chaise, pose le clavier et me promène dans la pièce pour ne pas succomber sous le poids de cette calamité... Puis je pense à Ana L. San Román : « les problèmes de notre monde ne dérivent pas non seulement des mauvaises actions, des décisions mal prises, de la corruption, de la violence, mais aussi, et dans une plus large mesure, de l'attitude contemplative de cet autre demi-monde qui considère que les problèmes des « autres » ne les concernent pas », « Les silences coupables » l'appelle Martin Luther King.

Qu'avons-nous fait du mot « migrant » ? Qu'avons-nous fait de l'humanisme ? Qu'avons-nous fait du cœur ? « A quel moment précis la vie s'est-elle séparée de nous... ? « Sur lequel de nos voyages l'amour s'est-il arrêté pour nous dire au revoir ? » Et j'ajoute : Et si pendant un instant vous oubliez le mot migrant (autrefois si beau mais maintenant prostitué), et si pendant un instant nous nommions ces femmes, ces hommes et ces enfants et découvrions qu'ils portent le nom de votre mère, de votre

mari, de votre fils... ? Et si nous pensions un instant qu'ils se battent pour la même chose que vous : un toit décent, un morceau à manger, des vêtements, ne pas mourir dans l'ignominie, dans la disgrâce, survivre au mal et à l'humiliation ? C'est juste pour un instant. Enlevez cet habit de juge, de nationaliste, de haine, de peur de l'autre et habillez-vous dans leur peau. C'est juste un instant. Un clin d'œil. Faisons-le ensemble, d'accord ?... Ou est-ce que cela coûte et fait si mal de devenir humain un instant ? Et combien ça coûte ?

J'entends parfois des gens dire « pourquoi écrivez-vous toujours sur les mauvaises choses de la République Dominicaine si nous vous traitons toujours bien ? » Et je me demande, qui est bien traité ? L'écrivain Jhak Valcourt ou l'Aytien. Avez-vous déjà pensé que chaque fois que vous maltraitez un Aytien, c'est moi que vous maltraitez ? Ceux qui me traitent bien sont ceux qui traitent bien mes compatriotes et veillent à leur dignité.

Maintenant que je n'ai plus de réponses, je me rends compte que j'ai répondu à partir de la blessure, mais je veux le faire, même si beaucoup diront que je joue le rôle de la victime. Bien sûr, maintenant parler de mes sentiments, c'est me faire victime, dénoncer, c'est me faire victime, me dévouer aussi. Mais si me vider de ce pus, c'est jouer les victimes, laissez-moi le faire avec plaisir, si vous voulez vraiment savoir ce que je ressens vraiment.

Jhak Valcourt (Ayiti). Écrivain, traducteur, plasticien et enseignant. Auteur du roman « Le Vaïvén de las Horas » (Saint-Domingue, 2021, 1^{ère} édition ; Sultana de Lagos Editores, Venezuela, 2023, 2^{ème} édition) ; et le livre d'histoires « Grietas » (Saint-Domingue : Luna Insomne Editores, 2022) parmi lequel deux histoires ont été choisies pour la section « Derek Walcott Connection » du Magazine Trasdemar. Deux fois deuxième finaliste au Poxeo Literario (concours de poésie), organisé par Anticanon et le Centre Culturel d'Espagne (2018 et 2019). Troisième prix du Prix Juan Bosch de la nouvelle 2019, organisé par la Fondation mondiale, démocratie et développement avec l'histoire « Je veux vendre cette montre », publiée dans Gros mots et autres histoires (Saint-Domingue : Editorial Funglode, 2020). Mention honorable au XX^e Concours littéraire de l'Alliance Cibaëna, Renglón Cuento, (2023). Ses textes ont été publiés dans les revues Comment ça ? (République Dominicaine) et Trasdemar (Îles Canaries, Espagne).

Acento 27 décembre 2024



surface. Mais je ne pleure pas, parce que je n'ai pas appris à pleurer. Je n'ai plus aucun endroit sûr. Avant, je pouvais dire « ma maison », « mon travail », « en compagnie d'amis dominicains » ; mais après avoir vu aux informations comment les femmes enceintes sont sorties des hôpitaux, comment les enfants sont séparés de leurs parents et après avoir entendu les commentaires de certains amis, je n'en suis plus si sûr. Je marche effrayé dans les rues. Le bruit sourd chaotique dans ma poitrine m'empêche de profiter de mes prome-

ne me disent pas que mon document est faux. Parce qu'une fois que vous avez vécu cette expérience, la peur est devenue votre peau, votre souffle et votre être.

Il fut un temps où je traînais avec des amis dominicains pour me camoufler, mais depuis que mon grand ami a écrit « Au-delà du simple sensationnalisme, cette situation révèle un mécanisme de manipulation et de chantage qui fonctionne au détriment de l'image dominicaine dans le monde [...] Lorsqu'on parle d'immigration

Joyeux anniversaire à M. et Mme Milfort



A l'occasion de leur 80^{ème} anniversaire de naissance Nous leur souhaitons santé, bonheur, longévité et réussite !

En Haïti, les jeunes animent un renouveau du voodoo

Par Verlande Cadet

Dans un pays en pleine crise, les jeunes affluent vers une religion longtemps diabolisée aux racines révolutionnaires.

CAP-HAÏTIEN, HAÏTI — En 2010, le petit ami d'Eunode Eustache Cénatus l'a invitée à une cérémonie voodoo. Bien que née dans une famille chrétienne, elle a accepté l'invitation et a continué à assister à des cérémonies similaires tous les dimanches. Les deux étaient alors étudiants à l'Université de Port-au-Prince et se mariaient plus tard.

Environ un an après avoir commencé à assister aux cérémonies, Cénatus, 37 ans, dit avoir commencé à ressentir la présence des loas. Les loas (ou lwa en Créole Haïtiens) sont des esprits vénérés par les voodooisants ou les personnes qui pratiquent le voodoo (ou vodou). Le loa lui rappela qu'elle était l'une des choisies, et qu'elle était née pour être Mambo, ou prêtresse voodoo. « Je ne le savais pas avant, mais on naît Mambo, on ne le devient pas, » dit Cénatus.

En 2012, Cénatus fonde la Maison Dahomey, une société de personnes pratiquant le voodoo, et en devient la Mambo. Elle dirige la société avec son mari, qui en est aussi le Hougan (prêtre voodoo). Dans la société, Cénatus enseigne les pratiques religieuses et culturelles du voodoo. « *Quand je suis adonbrée, c'est comme si je suis possédée par des esprits qui me dictent ce que dois dire ou faire. Quelquefois, j'en suis consciente mais d'autre fois je perds toute connaissance et souvenir de ce que je fais ou ce que je dis jusqu'à ce que je ne sois plus adonbrée.* »

Cénatus estime que diriger la société Maison Dahomey est la mission de sa vie. En 2021, elle a refusé un poste gouvernemental lucratif qui l'aurait obligée à déménager à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, parce que ses loas n'étaient pas d'accord et parce qu'elle ne pouvait pas gérer la société pendant son absence. Bien qu'historiquement marginalisé, le voodoo (ou vodou), une religion haïtienne originaire d'Afrique de l'Ouest selon les suppositions, est de plus en plus répandue au Cap-Haïtien, la deuxième plus grande ville d'Haïti, sur la côte nord. Des jeunes, même issus de religions chrétiennes, affirment désormais ouvertement leurs croyances voodoo et rejoignent des sociétés telles que la Maison Dahomey, qui compte plus de 500 membres. Environ 300 d'entre eux ont moins de 30 ans. Selon Paul Michel Jules, président du conseil d'administration de la société vodou Legphibao, même si les sociétés voodoo ont toujours existé au Cap-Haïtien, ces dernières années ont vu une augmentation du nombre de pratiquants, notamment parmi la génération des jeunes. Par exemple, 55 % des 800 membres de la société Legphibao Vodou ont moins de 30 ans.

Selon des sources interrogées par le Global Press Journal, la ville compte aujourd'hui près d'une douzaine de sociétés voodoo. Étant donné que le voodoo est né d'une société où les esclaves n'apprenaient ni à lire ni à écrire, une grande partie de son histoire n'est pas écrite. Certains chercheurs font cependant remonter ses racines à la traite transatlantique des esclaves au début des années 1500, lorsque les colons espagnols et français ont amené des esclaves africains en Haïti pour travailler dans les plantations de canne à sucre.

De nombreux esclaves parlaient



Eunode Eustache Cénatus, une prêtresse voodoo, montre un foulard jaune à la Maison Dahomey, une société voodoo du Cap-Haïtien, en Haïti. De nombreux membres de la société sont des jeunes qui ont abandonné le christianisme pour le voodoo, explique Cénatus.

des langues différentes et avaient des religions différentes. Le voodoo est apparu comme un système synchrétique de croyances qui a adopté des éléments de ces différentes pratiques religieuses. Les esclaves le pratiquaient principalement en secret, loin du regard vigilant des propriétaires et des administrateurs de plantations, selon une étude publiée en 2001 dans la revue *Comparative Studies in Society and History*.

Durant la Révolution haïtienne de 1791 à 1804, lorsque les Haïtiens se sont révoltés contre la domination coloniale française, cette religion adaptée a joué un rôle important, selon l'anthropologue et sociologue Jocelin Bertil. Le voodoo offrait aux esclaves un espace de rencontre et de réflexions politiques et culturelles. C'était également une plateforme permettant aux partisans de l'indépendance de partager leurs idées. Cela a alimenté la révolution haïtienne, qui a été la première révolte d'esclaves réussie du monde. « Pour ces noirs venus de différents pays et tribus, le voodoo n'était pas seulement un moyen de communication, mais aussi un moyen de résister à l'esclavage et à l'oppression. C'est en grande partie grâce au voodoo qu'ils allaient parvenir, quelques années plus tard, à obtenir la liberté et l'indépendance », explique Bertil, faisant référence à la cérémonie vodou du Bois Caïman en août 1791, qui, selon les chercheurs, a lancé la révolution haïtienne.

Malgré ce rôle important au point de vue historique, culturel et politique, Bertil affirme que le voodoo a été historiquement mal compris, marginalisé et dénigré, en grande partie à cause des campagnes antisuperstitieuses, explique Bertil. Ces campagnes, qui ont eu lieu dans les années 1940, ont été lancées par l'Église catholique pour discréditer le voodoo. Les prêtres locaux ont brûlé des objets rituels du voodoo et ont converti les Haïtiens au catholicisme.

Mais avant même ces campagnes antisuperstitieuses, le voodoo était déjà confronté à une longue histoire de dénigrement. Par exemple, après le succès de la guerre d'indépendance d'Haïti en 1804, les colons attribuèrent en partie le début de la révolution au voodoo, selon un rapport de l'Institut sur la religion et les politiques publiques.

Après l'indépendance, certains gouvernements l'ont interdit en faveur du catholicisme. Jean-Pierre Boyer, leader révolutionnaire devenu président, interdit cette religion en 1835. Bien que Faustin Soulouque, qui dirigea Haïti entre 1847 et 1859, autorisa la pratique du voodoo en public, Fabre Geffrard, qui régna entre 1859 et 1867, supprima encore la pratique

du voodoo en détruisant des objets voodoo et en signant le Concordat de 1860, qui déclarait le catholicisme comme religion officielle d'Haïti. En fait, ce n'est qu'après la signature du Concordat que le Vatican a finalement reconnu le gouvernement haïtien.

Ce dénigrement du voodoo s'est poursuivi au fil des années, avec des films et autres récits décrivant toujours le voodoo comme malfaisant, explique Frédéric Julemus, artiste voodooisant depuis 2020. Il donne l'exemple de « Le miracle de la foi », un film haïtien qui promeut le christianisme et dépeint le voodoo comme un mal.

Bien qu'il ait reçu un certain soutien de la part de François Duvalier, président entre 1957 et 1971, qui a recruté des Hougans et Mambos voodoo à son service, ce n'est qu'en 2003 que le voodoo a été reconnu comme religion officielle en Haïti. Malgré les dénigrements, les Haïtiens, en particulier les jeunes, ont montré un intérêt croissant pour le voodoo ces dernières années, explique Cénatus, qui, en plus de diriger la société Maison Dahomey, enseigne dans plusieurs universités du Cap-Haïtien pour compléter ses revenus.

Alors que certains pratiquent le voodoo individuellement, d'autres rejoignent des sociétés qui, selon Cénatus, apportent sécurité et communauté. La Maison Dahomey se trouve dans le même appartement où vit Cénatus avec son mari et leur fils. La société occupe deux salles : une où se déroulent les formations et les rituels et une salle sacrée appelée badji, remplie de symboles des loas, où Cénatus reçoit les membres pour des consultations. Pour être admis à la Maison Dahomey — qui tire son nom d'un ancien royaume d'Afrique de l'Ouest — il faut être invité par un membre, puis présenter ses pièces d'identité et deux photos d'identité. Il y a aussi des principes qu'il faut accepter de respecter. Par exemple, les membres ne sont pas autorisés à porter des tatouages, des bijoux ou des cheveux avec des dreadlocks. Cénatus affirme que ces éléments peuvent gêner la communication avec les loas.

La société compte trois classes principales : les prosélytes, les cadets et les initiés. Les nouveaux membres rejoignent la classe des prosélytes, où ils découvrent le voodoo, participent à des rituels, étudient, puis passent des examens théoriques et pratiques avant de passer au grade suivant. Mais la dernière étape est la plus importante, estime Cénatus. « Lorsqu'on est initié, on fait partie de l'élite spirituelle de la Maison Dahomey. Ce sont les loas eux-mêmes qui ont choisi ceux qui doivent recevoir l'initiation. »

De nombreux membres de la Maison Dahomey sont des jeunes qui

ont abandonné le christianisme pour le voodoo, explique Cénatus. Gregory Daguisan, un ingénieur informaticien d'une trentaine d'années, a rejoint la société en 2018. Avant de devenir voodooisant, Daguisan était chrétien adventiste. Il dit avoir arrêté d'aller à l'église en 2017, parce qu'il se sentait un peu perdu. Ça n'a pas été facile pour Daguisan, qui avait été un membre très actif de son église. Il lui a fallu un certain temps pour réfléchir et faire le changement après qu'un ami l'ait invité à la Maison Dahomey en 2018. Il a continué à y aller et a été initié en 2020. Au début, sa famille n'a pas soutenu ce choix. Il affirme que des membres de son ancienne communauté religieuse ont également fait preuve de discrimination à son égard. « Ça a été l'un des moments les plus difficiles de ma vie », dit-il. « J'ai dû couper les ponts avec beaucoup de personnes qui m'ont été chères. » Mais c'est une décision qu'il dit n'avoir jamais regrettée.

Daguisan affirme que l'un des facteurs qui a suscité l'intérêt pour le voodoo est le développement de programmes d'études dans les universités haïtiennes, en particulier dans les sciences humaines et sociales. Il estime que ces disciplines ont contribué à dissiper les préjugés religieux et à donner aux Haïtiens une compréhension plus profonde de l'importance du voodoo.

Eddy Toussaint vivait aux États-Unis depuis 1971 avant de retourner en Haïti pour former une société voodoo avec son épouse. Il dit que les jeunes Haïtiens commencent à voir les choses différemment. « Alors que les sociétés [voodoo] se répandent de plus en plus en Haïti, les jeunes se rendent compte qu'on leur a menti à propos du [voodoo]. »

Il dit que la formation d'une société voodoo a été l'une des principales raisons pour lesquelles il est retourné au pays en 2004 après la mort de son frère, qui avait également une société. « Je n'ai pas choisi de retourner vivre en Haïti, ce sont les loas qui m'ont choisi pour venir continuer le travail que faisait mon frère, tout comme ils ont choisi mon frère qui a été hougan (prêtre voodoo) dès l'âge de 7 ans. »

Aujourd'hui, l'épouse de Toussaint, Rachelle Zéphyrin, en est la présidente, tandis que Toussaint est Hougan de la société Lakou Sekrè, qu'ils ont fondée en 2015 dans le quartier du Haut-du-Cap. N'importe qui peut devenir membre de Lakou Sekrè, dit Zéphyrin, mais les mineurs doivent avoir l'autorisation de leurs parents ou tuteurs. Cette société est logée dans une grande cour reboisée, avec des espaces sacrés pour les loas et une grande salle sacrée pour les rituels. Cette société est formée d'un conseil d'administration composé de 11 membres dont Zéphyrin est la présidente, et environ de 30 membres actifs. Les aspirants doivent passer une période de 2 mois de probation, suivi d'un test d'évaluation avant le jour de l'initiation.

Julemus est voodooisant depuis 2020. Cet homme de 28 ans, qui pratique individuellement, sans société ni encadrement d'un hougan ou d'une mambo, affirme que les esprits l'ont souvent guidé dans sa pratique artistique. Julemus était chrétien. En 2014, il a même intégré un séminaire pour devenir prêtre catholique, mais il en fut expulsé deux ans plus tard pour non-respect des règles établies. Il avoue avoir ressenti une présence constante lui rappelant qu'il n'était pas à sa place durant ses deux années au séminaire. Après son expulsion en 2016, Julemus a passé près de six mois à travailler comme Badjikan, assistant d'un hougan (prêtre) ou d'une

mambo (prêtresse), auprès de son oncle à Port-au-Prince.

Au début, il le faisait juste pour gagner de l'argent. « Je n'ai jamais prêté attention au destin qui m'est réservé, » dit-il. Ce n'est qu'en 2019, deux ans après son entrée à la Faculté des Beaux-Arts du campus Henri Christophe de Limonade, que Julemus rejoint une société voodoo appelée Yanvalou, qui a depuis fermé faute de moyens économiques. Il pratique toujours le voodoo et estime qu'il n'est pas nécessaire d'appartenir à une société pour le faire. « Je pense que toutes les assemblées religieuses, qu'il s'agisse d'églises voodoo ou chrétiennes, ont toutes de bonnes caractéristiques uniques. Il faut juste savoir en profiter », dit-il. « Parfois, je vais dans des églises catholiques parce que je ressens le besoin d'un rituel qui n'est pratiqué que dans l'église catholique. »

Il estime que l'influence de nouveaux modèles a rendu les jeunes plus confortables avec le voodoo. Il est heureux que la perception de cette religion change en Haïti et que de plus en plus de gens l'adoptent. « Cependant, je ne pense pas que tous les Haïtiens soient obligés de pratiquer le voodoo », dit-il. « Chacun est libre de faire ses propres choix en fonction de ses propres croyances et convictions. »

Pour lui, il n'y a pas de religion qui soit supérieure ou inférieure à une autre. « Je suis voodooisant, cependant jusqu'à présent, je vais à l'église quelquefois car il y a aussi dans les églises des rituels spirituels très intéressants. »

Parallèlement, Bertil estime que la renaissance du voodoo pourrait aider Haïti à sortir de sa crise socio-économique et politique. « Le voodoo a aidé le peuple haïtien à vaincre l'esclavage et la colonisation. Cela peut encore nous aider à sortir de cette impasse alarmante », dit-il, faisant référence aux défis qui ont frappé Haïti ces dernières années, tels que l'effondrement des institutions, les catastrophes naturelles fréquentes et les gangs exerçant leur contrôle sur plus de la moitié du pays.

Bertil est convaincu que tous les Haïtiens sont liés au voodoo, et il encourage les jeunes qui choisissent cette voie à y rester, mais il croit aussi que chacun est libre de pratiquer la religion de son choix.

Verlande Cadet est journaliste à Global Press Journal en Haïti. Global Press 2 Avril 2024

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Severe

**Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201**

Eske se pa gouvènman an menm ki pyeje Minis Sante Piblik la ?



Ansyen Minis Sante Piblik la, Doktè Duckenson Lorthé Blema



Minis Jistis la Patrick Pelissier ki ranplase Lorthé Blema nan Ministè Lasante

An Ayiti sou devlopman an tèlman Afò, li fòse anpil moun, menm sa ou pa ta kwè fè betiz sal. Sa pap etone pèsonn si Minis Sante Piblik la, Doktè Duckenson Lorthé Blema ki te dispoze pou l al ouvri Lopital Jeneral pou pov malere yo kapab jwenn ti mòso lasante, jou ki te 24 desanm lan, se pa nan yon pyèj yo pran l. Se pou lapremye fwa, ou tandè, yo revoke yon minis nan yon kondisyon parèy. Genlè, se premye fwa yon minis resi fè yon bagay ki grav, ki lakoz san okenn ankèt, pouwva a preseprese kouri revoke l.

Eske sa vle di lide ouvè lopital la pa t ap bon pou pèp la ? Oubyen gen kèk sektè ki panse ouvè Lopital la pral leze enterè yo ?

Dayè minis la fè travay pa l, li ekri minis Lajistis la Patrick Pelissier depi 13 desanm pou l mete l okouran pwojè a epi li te tou fè l konnen antanke chèf Lapolis la pou l mobilize direktè lapolis la Normil Rameau, konsa pou jou sa a, li asire sekirite nan Lopital la. Si Lapolis pat menm okouran aktivite sa a, se pa responsabiltè minis Sante a, men se fay ki genyen menm onivo gouvènman sitou Konsèy siperyè lapolis la. Mwen pa kwè minis Sante a t ap pran chans tou al ouvè Lopital la san Premye minis Alix Fils-Aimé ki se pi gwo otorite nan yerarchi Lapolis la pa okouran. Alò si gen moun ki pou blame anvan yo rive sou minis sante a, gen anpil lòt machwè won ki ta dwe tonbe pou enkapasite yo, ensousyans yo tou.

Sou ki baz menm yo revoke

Move -lè... Move lè

Jantilis : Sak pase Ton Gabo..Telefon bouke sonnen....Se yon sèl pawol,- Pa vini.. Pa vini..!

Ton Gabo: Wi,,Mwen di..Pa vini.. Pa vini...

Jantilis : Se sezon fèt Ton Gabo..Fok mwen vin fanmiy yo...

Ton Gabo : Ou gen tèt di ti gason !.. Nan peyi Ayiti jounen jodi a fanmi pa wè fanmi.. Tout moun se kouri kache se

bouche anndan kay, pou volè.pou gangster pa asasine yo.

Jantilis : Men Ton Gabo..Kisa Leta di nan sa ?

Ton Gabo : AA!..Pitit mwen se Lappenn..Se lawont,, Mesye Pe-Ach-Te -Ka yo mete

Leta an kaka An kaka nèt: Mesye sa antre anndan kay moun -Yo vyole fanm devan mari yo -Yo mete yon prezidan an 4 pat Yo touye l tankou yon zannimo nan labatwa

Jantilis : An,,Ann! ,,Se poutèt sa anpil moun nan dyaspora pa te antre Ayiti pou pase Nwèl la Ton Gabo : Palemwa desa pitit mwen,,Ou jwenn koze a.

Jantilis : Ebyem,,mwen siresèten.. si sa ki apral pase pou Premye janvyè a,,

Ton Gabo : Wi pitit mwen.. Se mèmman -Parèyman SE Pa vini..Pa vini !

Dr Cauvin Paul

minis Sante a ? Eske se pou kache sa k ap di nan lari a kòm kwa gouvènman ap sèvi anbachel ak Izo, Tilapli, Ezekyel ak anpil lòt gang ? Ouswa, se yon dil ki patko fin konkli ki lakòz derapaj sa a kote de jounalis mouri ak yon polisye epi plizyè lòt moun blese. Bagay sa pa kab pase konsa san verite a pa di. Fò k peyi a konnen lè Izo deklare :Viv Ansanm pat bay fèvè l, ki sa sa vle di?

Yo gen dwa toujou akize gang kriminèl yo, men pafwa gen kèk aksyon yo fè se sou rekòmandasyon oubyen si yo pa peye yo, apre yo fin antann ak yo.

Men sa k pi rèd la, se minis Jistis la Patrick Pelissier ki pa fè suivi korespondans minis Sante a Lorthé Blema, epi se limenm ki pran pwomosyon pou ranplase pwovizwaman

minis Sante a nan pòs li. Se an Ayiti nou ye, se la sèlman ou wè yon seri bagay ki pa gen okenn esplikasyon. Men pa gen pyès moun tou k ap bay esplikasyon. Si w bezwen konprann sa k pase a, devine pou kont ou.

Youn nan bagay pou n konnen gouvènman ki la a pwòch anpil kèk gang, sitou ansyen manm G-pèp yo ki te yon alye pou Fantòm 509. Se pa san rezon ou wè pouwva sa a se pouwva Nènèl Cassy, ki tounen ak alye l majistra Youri Chevry, epi lòt chèf antrepriz la tankou Pierre Esperance limenm ki gen tan lage san fren ap denonse Minis Sante Piblik la, Doktè Duckenson Lorthé Blema kòm kwa li nan konplisite ak gang epi ak Rosemilla Petit-Frère, ansyen majistra Akayè a, pwòch SDP ak ansyen Premye minis Ariel Henry.

KONBIT POU MONTRE TOUT AYISYEN LI, EKRI AK KONPRANN LANG AYISYEN AN esponsò



Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen (KNVA NY)
P.O. Box 640206
Oakland Gardens, NY 11364
Tel: 718-776-2870
917-442-0491
www.Knva.org/NY



25 out 2024
94-17 Francis Lewis Blvd
Jamaica Queens NY 11438



Aksepte Yo Brase Ak Yo (AYOBYO)
P.O. Box 610316
Bayside, NY 11361
Tel:347-886-6941
www.ayobyoyo.org

Neuf erreurs sur la question dominicaine-haïtienne



La République d'Haïti et la République Dominicaine

Par Narciso Isa Conde

Dans notre République Dominicaine, une grande hostilité se répand contre le Peuple et la Nation qui partagent avec nous cette belle et hospitalière île des Caraïbes ; une hostilité alimentée par une discrimination systématique et une diffusion abondante, depuis presque tous les centres de pouvoir et de génération d'idéologie, de 9 erreurs fondamentales, entre autres :

1.- Ils propagent abondamment que « le peuple haïtien est coupable de son malheur ».

Cette prétendue culpabilité se fonde sur l'idée qui leur attribue d'être un peuple d'une « race » inférieure, barbare, sauvage, incapable de se prendre en charge et de surmonter son extrême misère. Une telle sentence ignore son histoire, son héroïsme, ses exploits : le premier à devenir indépendant dans



Aucune étude sérieuse ne révèle une masse d'immigrants haïtiens supérieure à un demi-million en République Dominicaine

Notre Amérique et à abolir l'esclavage. Elle cache ses phases de prospérité, ses valeurs culturelles, le calibre de son intellectuel, sa vocation au travail.

Elle passe furtivement sous silence le rôle prédateur, pillard, exploiteur... des puissances coloniales et néo-coloniales et de leurs élites laquaises ; surtout de la France, des USA et du Canada. Elle ignore les causes de sa paupérisation, de son appauvrissement brutal... de l'aridité et de la vulnérabilité de son territoire et de sa société face à toutes sortes de phénomènes naturels. Elle efface l'immense dette sociale contractée par les puissances oppressives.

Elle passe sous silence l'imposition impérialiste de dictatures militaires cruelles et corrompues, de pseudo-démocraties perverses, de gouvernements et d'oligarchies criminels ; elle ignore les conséquences des invasions militaires successives et des recettes néolibérales appauvrissantes. Elle cache la haine raciste, la vengeance impérialiste, la cruauté déchaînée contre la rébellion noire du pays et du peuple le plus africain du continent.

En bref, il inverse la réalité. Il place les responsabilités à l'envers.

2.- Que « Haïti a envahi la République dominicaine et occupé militairement l'île de 1822 à 1844 ».

La vérité est qu'à cette époque, la République dominicaine n'existait pas encore et ce qui est aujourd'hui son territoire était une colonie de l'Empire espagnol.

Les forces révolutionnaires haïtiennes, après avoir libéré la partie occidentale de cette île du joug français et y avoir aboli l'esclavage, ont occupé militairement toute l'île, déplaçant le colonialisme espagnol et proclamant l'abolition de l'esclavage dans la partie orientale.

La séparation d'Haïti et la fondation de la République dominicaine en tant qu'État indépendant ont eu lieu en 1844 par des forces qui, pour défendre une identité nationale déjà forgée, ont convergé avec des secteurs annexionnistes pro-espagnols, camouflés en in-

dépendantistes ; qui n'ont pas tardé à trahir cette cause et à annexer la jeune république à la monarchie espagnole.

C'est en 1863, après une guerre patriotique intense et héroïque, que fut proclamée la restauration de la souveraineté dominicaine.

3.- Que « la république dominicaine est à nouveau envahie par Haïti ».

Le phénomène migratoire haïtien vers notre pays est décrit comme une « invasion », censée occuper le pays et détruire l'identité dominicaine, typique d'un grand métissage « racial » et multiculturel. Mais il s'avère que face à cette réalité dramatique, ce que fait le peuple haïtien, c'est migrer ; et si les migrations étaient des invasions, la plupart des pays du monde seraient « envahis », et pas précisément par l'OTAN.

Il faudrait alors voir combien de pays sont habités uniquement par leurs peuples autochtones et sont restés sans souveraineté.

Migrer, avec ou sans documents, n'est pas envahir ; et en tant que partie d'une société en grande partie sans papiers et soumise à des difficultés qui la forcent à essayer de survivre dans

d'autres terres, une partie du peuple haïtien appauvri a dû émigrer de sa patrie vers d'autres terres.

Ils émigrent au Canada, aux États-Unis (principalement en Floride), en Europe, dans d'autres îles des Caraïbes... et surtout ici... étant donné que la rivière frontalière se traverse à pied et que la frontière terrestre est un commerce très lucratif pour les généraux, les trafiquants, les politiciens, les fonctionnaires, les consuls, les hommes d'affaires.

Ainsi, les membres d'un groupe social très vulnérable et discriminé, habitués aux travaux les plus durs dans des conditions infâmes, sont systématiquement stigmatisés comme des « envahisseurs » méprisables et des êtres inférieurs.

La complicité dominicaine dans la violation de ses propres lois, dans le trafic, le piétinement des réglementations d'immigration et le déni de droits, bénéficie de grands avantages et d'une grande impunité. Les « illégaux » sont les immigrés et, de cette façon, ils sont criminalisés en tant qu'êtres humains, en tant que personnes qui sont censées porter le crime « corps et âme ».

4.- Que « la menace fondamentale contre la souveraineté dominicaine est Haïti ».

La qualification d'« invasion » au processus migratoire en provenance du pays voisin permet de brandir à nouveau le « danger haïtien » contre la souveraineté dominicaine, qui est inexistante puisqu'elle est piétinée par la recolonisation néolibérale.

Étant donné que les immigrants haïtiens sont qualifiés d'« illégaux » et aussi d'« envahisseurs », et en tant que tels de « dangereux et indésirables » ; alors, la question migratoire devient une question de « sécurité nationale », de « souveraineté menacée ». Une question de nature militaro-policière, contre laquelle même faire la guerre vaut la peine.

Dérivation perverse de cette conception aberrante, leurs descendants sont condamnés à l'apatridie et à l'illégalité correspondante. Mais le ridicule de cette tragi-comédie fictive est qu'Haïti n'a ni armée ni souveraineté.

On est bien loin de l'impérialisme !

Elle dispose d'une force policière construite sous la tutelle des USA et de bandes paramilitaires armées de contrebande tolérée depuis Miami et conseillées par la CIA et des mercenaires colombiens.

Si l'on ajoute à cela la Police Nationale haïtienne et les bandes armées, on obtient une puissance de feu infiniment inférieure aux forces militaires et policières dominicaines. La République Dominicaine a une armée et une police, et sa souveraineté n'est pas menacée par Haïti, mais annulée par les USA.

Les deux peuples doivent recouvrer leur indépendance et leur autodétermination face à la domination des USA et de l'impérialisme occidental, qui n'est pas une « paille de coco ». Ils doivent le faire dans l'unité et ensemble avec les autres nations recolonisées de Notre Amérique.

D'où l'intérêt des dominateurs de les diviser et de les affronter entre eux.

5.- Que « l'immigration haïtienne est un fardeau insupportable pour le pays ».

Mais la réalité est que les immigrants haïtiens contribuent au pays bien plus qu'ils ne reçoivent en salaires et en services sociaux. Des recherches datant de plusieurs années ont révélé que la main-d'œuvre haïtienne résidant dans le pays contribuait 4 fois plus que les revenus en pièces de monnaie, en biens et en assistance sociale qu'ils recevaient.

La splendeur de l'industrie su-

crière dominicaine était basée sur la surexploitation de la main-d'œuvre haïtienne dans des conditions indignes de l'être humain. La même chose s'est produite et se produit dans la récolte du café, dans toutes les plantations agricoles et dans le puissant secteur de la construction.

6.- Que « la main-d'œuvre haïtienne déplace la main-d'œuvre dominicaine ».

Alors que ce qui se passe en réalité, c'est que des entrepreneurs privés avides, et même l'État dominicain lui-même, déplacent les Dominicains pour embaucher des Haïtiens avec des salaires plus bas et des journées de travail plus intenses ; niant les droits fondamentaux, imposant des conditions de travail terribles et affichant en même temps leur hostilité anti-haïtienne à partir d'un double standard.

7.- Que les statistiques des entités ici et à l'étranger sont fausses car les migrants haïtiens sont plus de trois millions et la RD déborde ».

Jusqu'à présent, aucune étude sérieuse ne révèle une masse d'immigrants haïtiens supérieure à un demi-million. L'exagération cherche à alarmer, à exacerber un faux « patriotisme » et à

la Maison Blanche et l'ONU a pour objectif fondamental de bloquer la chute du régime et d'empêcher une « solution haïtienne à la crise haïtienne » ; en essayant d'imposer des formules qui soient en phase avec les intérêts des États-Unis et des puissances alliées.

Et les navires de guerre et les missions du Commandement Sud du Pentagone ont déjà commencé à arriver, annonçant davantage d'interventions et de violences impériales dans les Caraïbes.

Ces 9 erreurs - intensément alimentées par une pensée conservatrice, procoloniale, raciste et xénophobe - s'accompagnent d'idées fondamentalistes religieuses, sexistes, centrées sur les adultes et homophobes.

Elles sont agressivement assumées par les dirigeants dominants des milieux d'affaires, ecclésiastiques, politiques, militaires et étatiques, qui façonnent le néofascisme dominicain.

Il s'agit d'un produit idéologique, aux airs postmodernes et à la force médiatique énorme, émanant d'un système capitaliste-impérialiste mondial, central et périphérique, malade, gangsterisé et piégé dans une décadence qui augmente son agressivité ; parvenant dans de nombreux cas à capturer et à droguer une partie de la population.



Migrer n'est pas un crime !

renforcer le racisme anti-haïtien d'origine colonialiste et raciste, instillé par la faction hispanique de la société depuis des siècles.

8.- Qu'il faut « les faire sortir de ce pays à tout prix ».

Ignorant le fait que l'économie dominicaine, sans la main-d'œuvre haïtienne dans des zones abusives et des conditions méprisées par les Dominicains, et sans le marché haïtien, souffrirait d'une crise beaucoup plus étendue et profonde, et beaucoup plus difficile à gérer que celle actuelle.

9.- Que « des gangs armés ont semé le chaos en Haïti et la seule façon de les éradiquer est une autre intervention militaire de la communauté internationale ».

Mais il s'avère que ces gangs ont été créés avec le soutien du paramilitarisme américain et colombien, au vu et au su de la MINUSTAH-ONU, en utilisant comme instrument le Parti PHTK au pouvoir et les gouvernements de Martelly et Jovenel Moïse, avec la collaboration de la Police Nationale et la protection actuelle du régime d'Ariel Henry.

Ces gangs sont faussement attribués aux mobilisations massives et aux grèves écrasantes menées par un peuple extrêmement appauvri et indigné, qui exige l'annulation de l'augmentation des prix du carburant, la destitution du gouvernement Henry et une transition souveraine vers un gouvernement qui garantisse ses droits et l'autodétermination du pays.

Toutes les interventions militaires précédentes ont aggravé la situation et celle que forgent actuellement

Alerte ! Préparons-nous à une grande bataille d'idées et bien plus encore, car cela marche comme une résistance conservatrice perdue aux indignations et aux rébellions qui, en ces temps nouveaux, sont inspirées, renouvelées et développées de manière créative par les idées libertaires et les exemples dignes de Tupamaruc, Lautaro, Anacaona, Guarocuya, Caonabo, Jesus, Marx, Lénine, Rosa Luxemburg, Bolivar, Manuelita, Marti, Che, Fidel, Chavez, Lemba, Sempé, Lempira, Duarte, Caamaño, Minerva Mirabal et Manolo, entre beaucoup d'autres.

Aporrea News 13 Octobre 2022 Ndlr.

Tupamaruc. Péruvien rebelle, ennemi implacable pour les conquérants. Il mène une guérilla longue et féroce contre les Espagnols. Finalement capturé il sera condamné à mort en 1572.

Lautaro était un jeune rebelle mapuche connu pour avoir mené la résistance indigène contre la conquête espagnole au Chili et pour avoir développé les tactiques qui seront continuées d'être employées par le mapuche pendant la guerre d'Arauco.

Sebastian Lemba : L'esclave en fuite qui a mené une rébellion de 15 ans contre la domination coloniale espagnole dans la République dominicaine du XVIe siècle. Capturé finalement, il fut tué.

Guarocuya, connu sous ce nom avant qu'il soit baptisé Enriqueillo (Henri en espagnol), est un cacique taïno qui se révolta contre les Espagnols de 1519 à 1533. Il fut pendu par le gouverneur colonial espagnol Nicolás de Ovando.

Conseil Présidentiel, de la création au scandale de corruption !



Le Secrétaire d'État américain à Port-au-Prince, Antony Blinken, n'a pas rencontré tous les membres du Conseil présidentiel, sauf Edgard Leblanc fils.

Par Catherine Charlemagne

(5ème partie)

Pour retourner sur la visite éclair du Secrétaire d'État américain à Port-au-Prince, Antony Blinken, on peut dire que tous les acteurs étaient au garde-à-vous devant celui-ci, sans doute amusé de faire déplacer tout ce que compte la République, même les plus hautes autorités politiques qui étaient dans leurs petits souliers. Bien que, selon Edgard Leblanc Fils qui s'exprimait juste avant que l'hôte d'un moment s'envole pour la République dominicaine en vue de participer à l'investiture du Président Luis Abinader, le chef n'avait rien demandé de particulier. « La mise à l'écart des membres du CPT indexés pour des allégations de corruption n'a pas fait l'objet des discussions avec le Secrétaire d'État. Mais nous avons porté à la connaissance du Secrétaire d'État américain que ces allégations de corruption affectent le CPT. Car la structure éprouve des difficultés à avancer bien comme cela a été le cas dès le départ. Nous leur avons parlé de la situation générale.

Des actions de l'ULCC qui s'est saisie du dossier et de la décision que les trois Conseillers-Présidentiel visés ont prisé volontairement, pour rencontrer l'ULCC. Nous encourageons l'ULCC à continuer à faire son travail en toute indépendance et à soumettre son rapport qui est appelé à éclairer tout le monde, en particulier le Conseil. Pour le CPT, personne n'est au-dessus de la loi, personne n'est condamnée à l'avance non plus » disait le Président du CPT. Pourtant, le son de cloche est nettement différent quand on entend Antony Blinken dans sa conférence de presse à l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince avant de quitter le territoire haïtien ce 5 septembre 2024. Certes, le patron du Département d'Etat n'a point demandé formellement la tête des 3 Conseillers, puisque la CARICOM l'avait déjà fait, mais son langage de diplomate ne peut pas être plus clair lors de son point de presse. Il avait, en effet, réitéré la position des Etats-Unis à propos des sanctions contre des dirigeants haïtiens - politiques et acteurs économiques - qui seraient impliqués dans des activités de corruption.

Pour Blinken, Washington ne transigera pas sur ces cas. Il a même fait allusion aux sanctions concernant l'ex-chef d'Etat haïtien, Michel Joseph Martelly, prises par son pays qui poursuivra avec fermeté sa politique répressive contre tous ceux impliqués dans la corruption en Haïti. Si cela n'est pas un message ! Ces propos rentrent bien dans ce qu'avait déclaré le Secrétaire-adjoint aux Affaires hémisphériques, Brian A. Nichols, au sujet du scandale de corruption visant Emmanuel Vertilaire, Louis Gérard Gilles et Smith Augustin la veille de l'arrivée du chef de la diplomatie américaine. Nichols répondant aux questions des journalistes sur la visite de Blinken en plein scandale de corruption touchant les 3 membres du CPT n'avait pas employé la langue de bois pour envoyer un message clair aux dirigeants haïtiens de la Transition dont celle affaire de corruption ternit l'image et celle du pays.

« Je pense que le Secrétaire d'État soulignera certainement l'importance de la transparence et de l'État de droit dans le traitement des allégations de corruption qui ont été révélées dans l'affaire de la BNC. Nous pensons que les autorités haïtiennes devraient enquêter sur cette affaire et demander des comptes aux responsables, et je suis sûr que le Secrétaire d'État soulèvera cette question lorsqu'il sera sur place. Nous pensons certainement que les autorités haïtiennes devraient enquêter sur ces allégations, déterminer la substance de ce qui s'est passé et prendre les mesures appropriées pour que toute personne responsable d'actes de corruption rende compte de ses actes. Le peuple haïtien mérite la transparence et la bonne gouvernance, et la Communauté internationale, qui fournit tant d'aide, a également besoin de voir cela pour avoir la confiance que les fonds qui transitent par le gouvernement haïtien sont utilisés de manière appropriée et transparente » paroles de Brian A. Nichols le vendredi 4 septembre 2024. Pendant ce temps, la CARICOM poursuit ses pressions sur les parties prenantes pour trouver une issue. Elle presse les dirigeants des plateformes à pousser vers la sortie leurs représentants mis en cause.

C'est ainsi que les rencontres s'enchaînent, certes en distanciel, et l'une a même coïncidé avec la brève visite d'Antony Blinken en Haïti. C'est celle du 5 septembre 2024, laquelle, déjà évoquée plus haut, avec la participation du chef du Secteur Démocratique et Populaire (SPD) qui avait confirmé que la CARICOM a bien sollicité le départ des 3 Conseillers soupçonnés de corruption. Invité le jeudi 5 septembre 2024 à l'émission panel Magik à donner son avis sur l'affaire dite BNC, Me André Michel a été catégorique et franc: les trois Conseillers du CPT doivent quitter leur poste. L'ancien soutien d'Ariel Henry et signataire de l'Accord du 21 décembre juge qu'il s'agit de la responsabilité des Parties prenantes d'exiger la démission de leurs représentants en attendant que l'ULCC statue sur leur sort.

« La présence de ces trois Conseillers-Présidentiel représente un handicap pour le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) et une trop grande menace pour l'ensemble du processus transitionnel. Un mois après la révélation de cette affaire, aucune avancée significative n'a été faite au sein du CPT. Le CPT fait face à une situation de blocage occasionnée par les trois Conseillers mis en cause. Dans la logique du consensus du 11 mars 2024 de la Jamaïque, les sièges au CPT reviennent aux neuf Parties prenantes et non aux membres désignés. Le siège n'appartient pas à Louis Gérard Gilles mais à l'Accord du 21 décembre. Il faut une décision politique pour débloquer la situation.

Il n'y aura pas de sérénité au sein du CPT tant que ce problème n'est pas évacué. Il faut avoir le courage de prendre la décision politique qu'il faut. Il faut une décision politique pour débloquer la situation. Les trois secteurs concernés ont la responsabilité d'intervenir, du moins de jouer leur rôle. L'option qui a été proposée par la CARICOM c'est de les écarter, d'une part et d'autre part, de les remplacer en attendant l'aboutissement de l'en-

quête. Cette logique est plus politique et plus proche du consensus du 11 mars » soutient l'ex-chef de l'opposition radicale sous la présidence de Jovenel Moïse. Même point de vue pour le parti du feu Professeur Leslie Manigat, le RDNP.

Dans une note de presse en date du 5 septembre, les dirigeants de cette formation politique réclament eux aussi la démission immédiate des 3 Conseillers-Président de la structure collégiale. Les responsables du Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes estiment que cette démission est cruciale afin d'assurer l'intégrité des institutions et aussi de rétablir la confiance. Le 6 septembre, soit un jour après les rencontres avec le Secrétaire d'Etat Antony Blinken et la visio-conférence avec les Éminentes Personnalités de la CARICOM, le parti politique EDE de Claude Joseph, revient à la charge pour exiger la démission de son représentant, Smith Augustin au CPT. Dans une lettre datée du 6 septembre 2024 à l'intention dudit Conseiller-Président, le Bureau politique de EDE lui demande au nom du bien commun et de l'intérêt du parti de jeter l'éponge, ce que l'intéressé a refusé.

Pourtant, la teneur de ce courrier devait pousser l'ancien ambassadeur Smith Augustin à comprendre la position délicate des Parties prenantes se trouvant dans un corset les empêchant la moindre manœuvre vis-à-vis des partenaires de la Communauté internationale et de l'opinion publique nationale devant lesquelles, en tant qu'accusés dans un scandale de corruption, lui et ses collègues n'ont plus aucune crédibilité même si la justice n'a pas encore tranché. « Nous sommes très préoccupés par l'impact négatif et regrettable du scandale de la Banque Nationale de Crédit (BNC) sur l'harmonisation et le fonctionnement du Conseil Présidentiel de Transition. Les rencontres entre les Conseillers-Président, jadis très fréquentes pour statuer sur des dossiers de la nation et discuter de l'avenir du pays, sont de plus en plus rares au sein du Conseil. Nous avons donc le sentiment que les choses risquent de s'aggraver si les secteurs dont les représentants impliqués dans ce scandale ne se mettent pas à la hauteur de la responsabilité historique qui leur incombe. Soucieux de la réussite de cette nouvelle formule de gouvernance accouchée au prix de grands sacrifices consentis par des secteurs d'horizons divers, nous pensons qu'il faut agir maintenant avant qu'il ne soit trop tard.

Ainsi, en notre qualité de membres du BPN, la plus haute instance politique du Parti, selon les dispositions des articles 30, 31 et 32 de nos Statuts, nous vous demandons de prendre une décision de sagesse en démissionnant de votre poste de Conseiller-Président au sein du Conseil Présidentiel. Le Bureau politique précise que votre démission ne sera en aucun cas un aveu de culpabilité. Car, on ne saurait faire fi du principe de présomption d'innocence. Cependant, nous croyons que cette décision de sagesse facilitera le bon déroulement de l'enquête, empêchera la dislocation du Conseil Présidentiel et, plus généralement, garantira le déblocage de la situation dans un processus politique transitionnel déjà trop fragile » écrivent les signataires du Bureau politique de ce parti politique le 6 septembre 2024. Le 9 septembre 2024, nouvelle rencontre cette fois de la quasi-totalité des plateformes concernées : Accord de Montana, EDE, Collectif 30 janvier, Accord du 21 décembre, notamment avec les représentants de la Communauté internationale, María Isabel Salvador, cheffe de la BINUH (Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti) et Miroslav Jenca Sous-Secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques en visite en Haïti. Là aussi, la discussion tournait autour du scandale de la corruption et la démission des accusés le temps que l'ULCC donne la conclusion de son enquête.

Lors de cette rencontre, le sort de deux Conseillers a été clairement scellé par leurs organisations respectives,

s'agissant de Louis Gérard Gilles et de Smith Augustin puisque, le troisième accusé, Emmanuel Vertilaire, jusqu'à ce moment-là, continuait de bénéficier de la confiance de Jean-Charles Moïse, chef du parti Pitit Dessalines. A la suite de cette réunion avec les deux diplomates étrangers et une autre avec la CARICOM, le porte-parole de l'Accord du 21 décembre, Me André Michel, avait fait un topo de la situation pour le quotidien *Le Nouvelliste* en ces termes « Nous avons eu ce lundi 9 septembre une réunion avec la CARICOM au sujet du remplacement des Conseillers-Présidentiel mis à l'écart. Nous avons jusqu'à 72 heures pour communiquer le nom du remplacement de Louis Gérard Gilles au CPT. J'ai personnellement parlé hier soir à mon ami, Louis Gérard Gilles. Nous ne sommes pas dans le même état d'esprit. Cela peut se comprendre !

Nous allons travailler avec différentes fractions du 21 Décembre pour respecter le délai de 72 heures. Je suis sûr qu'on va y arriver. Je fais confiance à tous les amis du 21 décembre. Gilles pourra compter sur l'amitié et la solidarité de tous les signataires du 21 décembre. » Pour sa part, les dirigeants du parti EDE devaient confirmer, suite à leur rencontre avec Miroslav Jenca et María Isabel Salvador, le processus engagé pour le remplacement de leur représentant. « Avec la cheffe du BINUH et le Sous-Secrétaire

s'agit de la quatrième position exprimée par des structures du parti et par le PM Claude Joseph. Je ne comprends pas pourquoi les positions changent du jour au lendemain. Jusqu'à présent, seuls des membres du parti EDE, qui ne sont pas des dirigeants représentatifs, ont contesté ma présence au CPT. Jusqu'à présent, je bénéficie toujours de la confiance des autres partis de la coalition. Je suis prêt à aller jusqu'au bout pour laver mon honneur. Je comprends que certains convoient ma place. Mais je ne vais pas démissionner. Ce n'est même pas une question de Conseil Présidentiel.

Il s'agit de mon honneur. Il y a eu des accusations et des allégations, je ne suis ni condamné ni inculpé. Le moment est venu pour que je sois blanchi de tout soupçon si l'enquête est objective. Après, je prendrai ma décision ». En clair, Smith Augustin n'a pas dit son dernier mot. Entre-temps, les trois Conseillers-Présidentiel étaient invités une nouvelle fois par ULCC le jeudi 12 septembre 2024 pour de nouvelles dépositions. En dépit de l'absence annoncée de l'accusateur principal, Raoul Pierre Louis, réfugié à l'étranger en attendant peut-être que sa sécurité soit garantie en Haïti pour qu'il vienne dire sa vérité non seulement aux enquêteurs de l'ULCC mais sans doute devant un juge d'instruction à propos de tentative de corruption de ces trois Conseillers-Président, alors qu'il est celui qui avait alerté le gou-



Les Conseillers-Présidentiel impliqués dans le scandale de corruption à la BNC : Louis Gérard Gilles, Emmanuel Vertilaire, et Smith Augustin

général nous avons discuté du dysfonctionnement du Conseil Présidentiel et du remplacement des Conseillers-Présidentiel impliqués dans le scandale de corruption à la BNC » indiquait un dirigeant du parti de Claude Joseph. Mais, le problème, comme nous le disons précédemment, Smith Augustin est le plus combatif de la bande des trois. Il ne se laisse pas influencer par les nombreux appels à la démission. Après cette rencontre avec la Communauté internationale et la lettre qu'il a reçue lui demandant d'abandonner son siège au CPT, il contre-attaqua par voix de presse.

Dans un entretien accordé au journal *Le Nouvelliste* pour son édition du 9 septembre 2024, Augustin crie au loup et estime que certains convoient sa place. Il rejette d'un hochement de tête la légitimité de ceux ayant sollicité sa démission dans la lettre qu'il a reçue du Bureau politique de son parti. Pour le Conseiller-Président, à part EDE, il continue de bénéficier de la confiance de tous les autres membres de la plateforme qui l'avait choisi, notamment RED (Résistance Démocratique) de Renald Lubérice. De ce fait, il était hors de question de rendre son tablier. Combatif mais non téméraire, donc réaliste, il disait attendre la conclusion de l'enquête de l'ULCC, après et en fonction du résultat, il prendrait sa décision. Il n'est pas sans intérêt de lire un court extrait de cet entretien qu'il avait accordé au quotidien de la rue du Centre.

« Le nouveau Secrétaire général est le seul dirigeant à avoir paraphé cette lettre. Mais il n'a pas la légitimité pour le faire car il vient à peine d'être nommé. Je fais partie du Conseil stratégique qui n'a pas réagi. Cela dit, ce n'est pas la position du parti en soi. Cette lettre est l'initiative d'un petit groupe qui se laisse téléguidé afin de légitimer la position d'une minorité qui veut s'imposer. Il

vement, les trois accusés devaient tous faire le déplacement au siège de l'institution de Delmas 83 pour répondre aux questions des enquêteurs.

Emmanuel Vertilaire, toujours soutenu par son parti, avait confirmé qu'il allait affronter les fonctionnaires pour laver son honneur. « Oui je serai à ULCC. Je me battrais jusqu'au bout pour mon honneur » s'insurgeait-il. Tout comme Smith Augustin qui, lui n'ayant plus le soutien de son parti EDE, se montre néanmoins plus courageux que jamais. Il n'attendait que ce jour pour aller expliquer, une fois encore, qu'il n'a jamais sollicité le moindre sou au Président du Conseil d'administration de la BNC. D'ailleurs, Raoul Pierre Louis, lui aussi, était convoqué pour cette confrontation. Un courrier libellé à son intention et daté du 5 septembre 2024, lui avait été destiné à cet effet.

« La Direction générale de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) vous présente ses compliments et vous notifie par la présente que vous êtes attendu au local de l'ULCC sis au # 20, Delmas 83 dès 9h00 heures du matin pour une séance de confrontation avec les Conseillers Présidentiels Emmanuel Vertilaire, Smith Augustin et Louis Gérard Gilles ainsi que le Coordonnateur de la Sécurité de ce dernier, monsieur Onad Fontaine autour des allégations de sollicitation de la somme de cent millions (100,000,000.00) de gourdes pour votre reconduction à la tête du Conseil d'Administration de la BNC. Cette séance de confrontation résulte des contradictions observées par la Commission d'enquête entre vos dépositions dûment consignées dans le procès-verbal de votre audition et celles des Conseillers Présidentiels susmentionnés. »

(A suivre)

C.C

A 2024 Retrospective:

The Year the Haitian People Ousted a Puppet and Resisted a U.S. Proxy Invasion



De facto Haitian Prime Minister Ariel Henry after landing on Mar. 5 in San Juan, Puerto Rico. He had been unable to return to Haiti, or even the island of Hispaniola.

by Kim Ives

The year 2024 began with a victory – the ouster of de facto Prime Minister Ariel Henry – but the way forward to establishing a sovereign, popular government will clearly be protracted, difficult, and bloody.

Uncle Sam immediately swooped in to use his CARICOM vassals – primarily Guyana, Jamaica, and Barbados – as political proxies to fashion the multi-headed Haitian presidential council that would continue to compliantly ask for deploy-



Haiti Progrès director Marie Maude Leblanc

ment of his military proxies, the Kenyan-led Multinational Security Support mission (MSS).

However, neither of Washington's creations are working very well. The Haitian government has become more corrupt, internecine, and dysfunctional than ever, while the tiny, mostly Kenyan force has proved to be ineffective, expensive, and reluctant to fight, as avaricious mercenaries always are.

Meanwhile, cop-turned-revolutionary Jimmy “Barbecue” Chérisier finally succeeded in uniting the formerly warring armed groups of greater Port-au-Prince’s poor neighborhoods into the ragtag *Viv Ansanm* coalition (after failing to in late 2023). In recent months, the alliance used TikTok livestreams (retransmitted on YouTube) to communicate and make their case to thousands of Haitians who tuned in. However, now, that social media window appears to be closing.

The *Viv Ansanm*’s fiefdom patchwork has proved effective in fighting against mostly failed police incursions (despite the PNH’s clearly fabricated claims of great success in “killing bandits”), but it’s also a structure that is good for defense, not offense.

Also, the PNH and bourgeoisie have improved their use of “auxiliaries” on barricades in choke-points, like Canapé Vert, equipping them with heavy weapons, bullet-proof vests, helmets, and radios, while presenting the veritable death-squads as merely a revival of the vigilante *bwa kale* (peeled wood) movement of 2023. They are more of-

ten pumped-up, arbitrary hooligans who have killed many innocent people, wrongly accused of being “gang” agents.

Also newly appointed mayor Youri Chevry, a founder of the *Fantom 509* death-squad in 2021, is reportedly trying his best to recruit leaders like Ezekiel Alexandre in Carrefour Feuilles and Renel “Ti Lapli” Destina in Grand Ravine to split the *Viv Ansanm* coalition as the G-Pép front was formed to battle Chérisier’s G9 alliance.

It’s unclear which way the incoming Trump Administration will respond to Haiti’s ongoing uprising. Trump has selected enough “swamp creatures,” like Marco Rubio (Secretary of State) and Mike Waltz (National Security Advisor), that we may see a continuation of Biden’s globalist approach of using proxies.

However, Trump might be enticed by the recent recommendations of former U.S. Ambassador James B. Foley. “Trump is opposed to endless wars and pointless expenditures of U.S. lives and resources overseas,” he wrote in a *Miami Herald* op-ed. “But he also revels in demonstrations of strength.”

Might Trump send in the 82nd Airborne? That looks easy, but then Napoleon made the mistake of underestimating Haitians’ ancestors in 1802 and 1803.

Jan. 2: Claudine Gay, the Haitian-American president of Harvard University, announces her resignation after being grilled and reproached by Republican lawmakers for being too lenient in her handling of student protests against Israel’s genocidal attacks in Gaza.

Jan. 2-16: Demonstrations and civil disobedience actions calling for de facto Prime Minister Ariel Henry’s ouster erupt across Haiti, largely in response to



One of the BSAP vehicles that the PNH ambushed on Feb. 7.

the truck-top speeches and online videos made by Guy Philippe, an increasingly popular political figure in Haiti.

Jan. 25: Maude Leblanc, 69, the director of the weekly newspaper *Haiti Progrès*, dies of lung and brain cancer.

Jan. 26: Kenya’s High Court rules that Kenyan policemen cannot be deployed to Haiti as part of the Multinational Security Support (MSS) mission, blessed by the UN Security Council on Oct. 2, 2023. Kenyan President William Ruto says he will appeal the ruling.

Feb. 6: In the lead-up to the Feb. 7 anniversary, large numbers of BSAP (Brigade for the Security of Protected Areas) agents march in towns around Haiti. After several no-shows in preceding weeks, Guy Philippe finally appears in Port-au-Prince.

Feb. 7: A Haitian National Police (PNH) unit ambushes a cortege of BSAP vehicles at Laboule 10, killing five BSAP agents and arresting three others. The popular mobilization to oust PM Ariel Henry on that day falls short.

Feb. 13: A Kenyan police official, Walter Nyamato, 39, mysteriously dies in his hotel room in Washington, DC, where he had come as part of a delegation to prepare for the deployment of the MSS.

Feb. 19: Investigating Judge Walter Wesser Voltaire finally issues his 122 page report on the Jul. 7, 2021 assassination of President Jovenel Moïse, listing 51 participants and conspirators, including Jovenel’s widow, Martine Moïse. The indictment is widely viewed as politically biased and an incomplete sham.

Feb. 26: Despite Kenya’s High Court ruling prohibiting that nation’s participation in the MSS, Washington’s Ambassador to the United Nations Linda Thomas-Greenfield announces at the CARICOM Summit that Benin has committed 2,000 troops to the mission.

Feb. 27: PM Ariel Henry flies from the CARICOM Summit in Guyana to Nairobi to (illegitimately) sign a “bilateral agreement” for Kenyan police deployment to Haiti. Kenyan President William Ruto and Henry hope the ceremony fools public opinion that they are complying with Kenya’s High Court ruling.

Feb. 29-Mar. 5: Ariel Henry is unable to return from Kenya to Haiti because its two international airports are closed by popular mobilizations backed by firepower from the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition of armed groups vowing to keep him out. Henry flies instead to New York, where he spends several days conferring with the U.S. State Department. He finally rents a private jet to fly to the Dominican Republic, but Dominican authorities refuse him entry, forcing him to divert to Puerto Rico.

Mar. 11: U.S. Secretary of State Anthony Blinken travels to Kingston, Jamaica, for an emergency meeting of CARICOM (without Haitian participation) to concoct the formula of a new Transitional Presidential Council (TPC) to replace Ariel Henry.

Mar. 12: In a pre-recorded video message, Prime Minister Ariel Henry vows to resign when the TPC takes power.

Mar. 17: Marty Goodman – unionist, communist activist, journalist, and frequent contributor to *Haiti Liberté* – dies from a heart attack at his apartment

in Manhattan.

Mar. 25: Former U.S. Ambassador to Haiti James B. Foley writes an op-ed in the *Washington Post* calling for a



Jimmy Chérisier, leader of the Viv Ansanm coalition, on Mar. 5 in Lower Delmas. “Stopping Ariel Henry’s government from returning is just the first step... Our objective is to see another Haiti.”

“decisive American intervention” into Haiti, adding that “many are calling for Haitian-led or Haitian-only solutions, but this is unrealistic.”

Mar. 26: New U.S. Ambassador to Haiti Dennis Bruce Hankins arrives



Kenyan President William Ruto (left) with de facto Haitian Prime Minister Ariel Henry.

in Port-au-Prince, officially beginning his mission on Apr. 1.

Apr. 3: The political sectors and parties taking part in the TPC complete a “Political Accord for a Peaceful and Orderly Transition.”

Apr. 12: Haiti’s official journal *Le*

Moniteur announces the creation of Haiti’s TPC, giving the names of its nine members (seven voting, two observers) in an Apr. 16th decree.

Apr. 25: Haiti’s TPC is sworn in not at the National Palace (until the following day), but at the Prime Minister’s office, the *Villa d’accueil*, in Pétionville due to security concerns.

Apr. 30: Edgar Leblanc Fils, of the Jan. 30th Collective, is selected by a vote of four to three of his fellow councilors to be the TPC’s first rotating “President.” Former Sports Minister Fritz Bélizaire was also named Prime Minister, but his nomination is

suite à la page(16)



U.S. Secretary of State Antony Blinken, Guyanese president Irfaan Ali and Jamaican Prime Minister Andrew Holness at emergency CARICOM meeting on Mar. 11, 2024 in Kingston.

2025 : ULTIMATUM



Le monde entier se trouve plongé dans une époque de turbulences géopolitiques et économiques d'une ampleur inédite...

Par Phil BROQ

L'année 2025 se profile comme une année charnière pour l'humanité, alors que les tensions géopolitiques, économiques et sociales atteignent des niveaux sans précédent. Les conflits militaires se multiplient, de l'Ukraine au Moyen-Orient, tandis que la montée des BRICS et l'isolement croissant de l'Occident redéfinissent l'ordre mondial. Dans ce contexte, les puissances mondiales, confrontées à des crises internes et à des luttes de pouvoir, s'engagent dans des stratégies de dominations technologiques intrusives au détriment des libertés individuelles. Les technologies de surveillance, l'escalade des menaces nucléaires et la militarisation des sociétés dessinent un avenir où toute mise en place de résistance pourrait bien devenir impossible. L'humanité se trouve donc face au choix aussi crucial que vital de devoir se soumettre à un nouvel ordre mondial dirigé par des psychopathes n'ayant aucun respect pour la vie, ou de résister - peut-être jusqu'à la mort - avant qu'il ne soit trop tard pour pouvoir sauver les générations futures.

Il ne faut pas être devin pour constater qu'à l'aube de cette nouvelle année, le monde entier se trouve plongé dans une époque de turbulences géopolitiques et économiques d'une ampleur inédite par la faute de banquiers apatrides qui financent tous les maux qui nous assaillent. Les conflits militaires, les guerres économiques, la montée des tensions internationales, la manipulation des informations et la surveillance de masse prennent une dimension qui dépasse largement les frontières traditionnelles des confrontations classiques. Ce tableau incertain est d'autant plus perturbant que les enjeux qui en découlent menacent de redéfinir le monde tel que nous le connaissons, allant jusqu'à mettre en péril l'avenir de l'humanité elle-même.

La Troisième Guerre mondiale a déjà commencé, mais ses champs de bataille ne se situent plus dans les tranchées. Ce sont désormais les marchés financiers, les devises, et les flux d'informations qui dictent les affrontements. L'affrontement entre les États-Unis et la Chine dans le cadre de la dédollarisation symbolise cette lutte pour l'hégémonie économique. Les sanctions économiques se multiplient, les alliances se redéfinissent, et le monde s'enfoncé dans un chaos croissant, avec des flambées de prix, des pénuries, et des instabilités sociales qui affectent tous les conti-

nents. À l'arrière-plan de cette guerre économique, les élites mondiales, rassemblées autour du Forum de Davos et du projet du "Great Reset", attisent les fractures mondiales. Leur agenda de refondation, loin d'apaiser les tensions, accentue une colère populaire qui menace de tout engloutir. Et dans cette guerre totale, il y a également un nouveau champ de bataille qu'est le cyberspace. Les cyberattaques, l'espionnage numérique et la manipulation de l'information deviennent des armes essentielles dans l'affrontement global qui se déroule sous nos yeux ébahis. Mais le véritable danger pour la France, comme pour les autres pays occidentaux dirigés par les Young Leaders dégénérés pourrait bien venir de l'intérieur. À mesure que les fractures sociales et économiques se creusent dans les nations, des révoltes éclatent, et l'ordre mondial maintenu par la violence policière et la corruption juridique vacille sous la pression grandissante d'une colère populaire prête à exploser.

Au cœur de ces crises se trouvent toujours les mêmes têtes politiques et économiques mondiales, dont l'objectif semble de plus en plus orienté vers une domination totale et tyrannique, au détriment de tous les principes démocratiques et de la souveraineté des nations. Le projet mondialiste, soutenu par les puissances occidentales dirigées d'une main de fer par les Young Leaders du WEF, fait malgré tout face à une résistance croissante, alors que les nations émergentes et les blocs alternatifs, comme les BRICS, s'affirment comme de nouvelles puissances. Cependant, cette lutte pour l'hégémonie globale pourrait bien conduire à une fragmentation du monde, sinon à sa destruction, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour un avenir de plus en plus incertain en termes de viabilité.

Ainsi, le conflit en Ukraine, qui, au départ en 2014, semblait être une crise régionale isolée, s'est rapidement métamorphosé, sous les subventions de Soros et de l'Union Européenne - et motivée par un OTAN moribond mais agressif - en un affrontement abject et d'une ampleur inédite, en tentant de redéfinir les rapports de force à l'échelle mondiale. Ce qui aurait pu et dû rester une guerre locale est devenu un terrain de confrontation direct entre les grandes puissances bancaires qui financent depuis toujours le terrorisme occidental à l'encontre de la Russie, exacerbé par des livraisons d'armements massives, une alliance de plus en plus resserrée autour de l'OTAN, et des tensions économiques croissantes

afin d'empêcher l'union de la véritable Europe, allant de la France à la Russie, bête noire de l'hégémonie américaine et anglo-saxonne depuis des décennies.

L'Ukraine n'est désormais plus seulement un territoire disputé, mais un véritable laboratoire de guerre technologique, où drones, systèmes d'intelligence artificielle, bio-virus militaires et armements futuristes transforment toutes les règles de l'engagement militaire, où tous les coups bas sont permis. Si les pertes humaines continuent de se multiplier, l'automatisation des combats a également éloigné les décideurs des horreurs tangibles de la guerre (les banquiers et généraux restent toujours bien à l'abri mais les soldats-recrutés de force meurent par centaines de milliers désormais) créant une désincarnation du conflit, presque inhumaine. Mais cette guerre ne se limite pas aux frontières de l'Europe de l'Est.

À des milliers de kilomètres de là, dans le Pacifique, un nouveau foyer de tensions est en train de prendre forme. La montée des hostilités entre la Corée du Nord, le Japon et les puissances occidentales menace de déclencher un embrasement mondial. Pyongyang, en poursuivant son programme nucléaire et de missiles intercontinentaux, défie ouvertement l'Occident et ses alliés. Tandis que Tokyo, confronté à l'agression croissante de la Chine et au danger nord-coréen, engage un réarmement sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce climat d'escalade mondiale n'est que l'expression d'une dynamique plus large, où les États-Unis et ses alliés cherchent à préserver à tout prix leur hégémonie vacillante, en multipliant

projet colonialiste de l'État d'Israël, avec son plan du "Grand Israël", basé sur des mensonges éhontés d'une vision suprémaciste, vise à étendre ses frontières au détriment de ses voisins arabes. Leur "messianisme" affairiste et pseudo biblique est ramené à un simple vol à main armée de terres stratégiques en s'intensifiant sous la forme d'une répression brutale et d'un génocide systématique à Gaza, comme dorénavant dans la région tout entière. Car les colonies d'Israël n'existeraient pas si elles n'étaient pas soutenues par les puissances occidentales, notamment les États-Unis et l'Union Européenne, qui offrent une légitimité médiatique et surtout des ressources militaires pour maintenir cette agression depuis plus de 100 ans (Balfour-1917). Le massacre de civils, la destruction systématique des infrastructures et l'effacement de l'identité palestinienne dans Gaza et en Cisjordanie sont des éléments clés d'une stratégie d'extermination et de déplacement forcé visant à s'accaparer par la force des biens d'autrui.

Cette politique de terre brûlée, dans laquelle Israël, avec le soutien des puissances impérialistes, cherche à imposer son ordre mondial par la violence et la domination, reflète aussi une volonté délibérée de mettre en échec l'ascension d'une nouvelle multipolarité, incarnée par l'émergence des BRICS et la montée en puissance de Vladimir Poutine, mais aussi in fine, de contrer les ambitions hégémoniques américaines. Or, cette dynamique géopolitique ne se résume pas simplement à une quête de puissance géostratégique, mais à une volonté de destruction totale de l'ordre ancien.

un autre spectre rôle dangereusement avec la tentative d'un cataclysme nucléaire. L'OTAN et les USA, acculés et déterminés à affirmer leur puissance, face à la Russie, la Chine et la Corée du Nord, dans une logique de provocations continues, semblent renoncer à la dissuasion pour entrer dans une logique de surenchère militaire, où les russes ont pourtant démontrés à maintes reprises leur supériorité écrasante. Ainsi, chaque nouvelle démonstration de force de cet axe du mal occidental, chaque erreur de calcul, chaque provocation commise ouvertement depuis plus de 3 ans à présent, rapproche un peu plus l'humanité du chaos final. La question qui se pose alors aujourd'hui est celle du prêt-à-tout. Car nous les peuples, pris en otages par ces forces bancaires apatrides et ces tueurs ivres d'hybris, sommes-nous prêts à faire face à cette réalité destructrice et à nous insurger contre nos dirigeants, ou persisterons-nous à fermer les yeux sur cette menace grandissante où se joue non seulement notre avenir mais la vie de nos enfants ?

Simultanément, l'ascension des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) marque un tournant vers un monde multipolaire, où des puissances émergentes redéfinissent les règles du jeu économique et politique. Les tensions croissantes entre les États-Unis et leurs alliés européens révèlent un désalignement stratégique, affaiblissant l'unité du bloc occidental face à des adversaires déterminés à exploiter ces fractures. Il est certain que la réélection de Vladimir Poutine en 2024 a marqué un tournant crucial pour la Russie et l'équilibre géopolitique mondial, privant les ac-



Une manifestation de soutien au peuple palestinien, en Afrique du Sud

les confrontations ignobles et les alliances contre-nature financées par la CIA et la FED. À l'image des agissements de Tsahal, dont les ignobles actions et crimes de guerre quotidiens, où les meurtres d'enfants et les bombardements d'hôpitaux et d'écoles sont filmés et mis en ligne sur Youtube, vont jusqu'à l'écoeurement vomitif tant ils sont immondes. Le tout saupoudré d'une arrogance et d'un mépris qui a fait tomber les masques de ces assassins sanguinaires en kippa.

Le conflit israélo-palestinien, loin d'être une simple querelle territoriale, entre des colons d'Europe centrale et des véritables sémites défendant leur patrie, a pris une dimension géopolitique cruciale dans le cadre des tensions mondiales actuelles pour simplement préserver l'hégémonie et donc le pétrole vital pour les USA. Le

Les forces mondialisées, menées par des élites occidentales, ne cherchent plus à gagner des guerres, mais à anéantir toutes traces de la civilisation telle qu'elle existe, pour imposer un nouvel ordre mondial fondé sur la surveillance technologique et un contrôle absolu des populations. Ce processus de démantèlement du monde ancien, par le recours à la guerre totale, le bombardement des sites archéologiques, l'effacement d'ethnies séculaires, la désinformation et la manipulation des consciences, est destiné à rendre toute forme de résistance impossible, mettant ainsi en place une ère de domination totale où les libertés individuelles, les racines généalogiques et historiques sont éradiquées au profit d'un système technologique de surveillance et de contrôle global.

Et dans ce contexte mondial,

teurs habituels de leur arrogance. Fort d'un soutien populaire apparent et d'une participation record, Poutine se présente comme le leader d'une Russie capable de répondre d'égal à égal à une confrontation ouverte avec l'Occident dégénéré, à mettre au pli les folies des grandeurs de BlackRock et de l'Otan, et à démontrer sa puissance sereine en particulier dans le cadre de la guerre en Ukraine. Car plus les contre-offensives ukrainiennes échouent, plus BlackRock perd de l'argent, l'Otan perd de légitimité, nos dirigeants européens sont vus pour ce qu'ils sont, et bien entendu le gouvernement mafieux de Zelensky s'affaiblit tout en consolidant la position de la Russie. L'Ukraine, épuisée par le conflit, devient alors un terrain symbolique qui met en lumière et éclabousse les vrais chefs d'orchestres de tous les désordres mondiaux

POUR L'HUMANITÉ !



L'OTAN et les USA, acculés et déterminés à affirmer leur puissance

dans une guerre aux enjeux qui vont bien au-delà de ses frontières.

Dans ce contexte de bouleversements globaux, d'autres événements retiennent l'attention avec l'arrestation de Pavel Durov, créateur de Telegram, la tentative de museler "X" d'Elon Musk par l'Union Européenne, l'interdiction de médias étrangers tels que RT ou Sputnik, la garde à vue de "lanceurs d'alertes" en France et le contrôle du net par Google, sont autant de preuves d'une panique de ces dirigeants incapables de mener leur politique nauséabonde sans la peur et la coercition. Ces arrestations symbolisent un durcissement des régimes autoritaires dans le monde entier, cherchant à contrôler tous les récits de l'information, aussi cruciaux que les territoires eux-mêmes, car la divulgation de la vérité sur leurs agissements représente une menace directe pour les élites politiques mondiales. C'est surtout un avertissement répressif à tous ceux qui contestent le narratif officiel de cette caste sanguinaire. À l'heure où la désinformation étatique et la surveillance omniprésente façonnent notre réalité, il devient donc essentiel de s'interroger sur l'objectif réel derrière ce contrôle des informations. S'agit-il simplement d'imposer une domination totale sur les consciences et les libertés, ou bien veulent-ils surtout empêcher les preuves de leurs méfaits de sortir au grand jour, les menant inéluctablement devant des pelotons d'exécution comme pour Ceausescu ?

Et le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, engendrant une panique visible dans cette caste de mondialistes prêts à tout pour rester dans l'ombre, pourrait encore aggraver cette situation et nous mener vers une décision de politique de la terre brûlée en sacrifiant le monde entier s'ils ne peuvent le contrôler. Car ce rééquilibrage redessine non seulement les alliances mondiales, en renforçant l'échec économique et stratégique pour l'Europe dorénavant prise entre deux pôles aux ambitions contradictoires, mais elle met aussi à nue les rouages et les acteurs qui ont façonnés notre monde moderne depuis plus de 200 ans.

Ainsi, la prédiction selon laquelle "la prochaine guerre sera nucléaire" semble de moins en moins relever de la science-fiction et de plus en plus de la réalité. Le monde vacille sur le fil du rasoir, et chaque démonstra-

tion de force, qu'il s'agisse des eaux de Taïwan, des plaines d'Ukraine, ou des tensions au Golfe Persique, rapproche un peu plus le moment où la dissuasion cèdera la place à la destruction pure. Et leurs conséquences dévastatrices sur les populations et les infrastructures, démontrent que la guerre nucléaire ne se résumera pas à l'Armageddon hollywoodien, mais à une transformation brutale de nos vies. C'est la raison pour laquelle, face à cette menace, la préparation est primordiale et des solutions concrètes pour limiter les risques, telles que des abris anti-radiations, des réserves alimentaires ou des stratégies de survie sont à envisager sérieusement. Mais là aussi, nous contenterons-nous de constater que la dissuasion a échoué, ou sommes-nous prêts à prendre des mesures pour éviter la guerre nucléaire en pendant haut et court les responsables connus de ce fiasco d'humanité sous des relents messianiques ?

En France, la centralisation du pouvoir et la dérive autoritaire incarnée par l'utilisation possible de l'article 16 par Macron, les réformes économiques destinées à déstabiliser les bases du pays et les projets de fragmentation territoriale, font écho à un mouvement mondial de remise en cause des États-nations. Cette logique de destruction des structures démocratiques et de contrôle absolu prépare le terrain à l'imposition d'un système technocratique mondialisé où la résistance deviendra presque impossible. Et dans ce contexte chaotique qui signe le début de l'année 2025, des pays comme la France, mais aussi tous ceux participants à cette Union Européenne mafieuse, se trouvent à un carrefour décisif, confrontés à des décisions qui érodent peu à peu leur souveraineté et qui ont ruinés leur économie pour se soumettre aux États-Unis, comme sous l'égide d'un Macron dont l'illégitimité ne fait plus aucun doute.

Les récentes initiatives, comme les décrets autorisant la cession de parts publiques à des entités opaques, les classements "secret défense", les trop nombreux 49-3, révèlent une stratégie dissimulée sous des airs de légalité, mais visant à affaiblir toujours plus l'indépendance nationale. Les projets d'institutions comme "France Travail" ou "l'Agence Française de Développement" alimentent une dynamique de dépendance, tandis que des mouvements séparatistes, comme

en Savoie, en Corse ou dans les territoires d'Outre-mer remettent clairement en question la souveraineté territoriale. Ces éléments témoignent tous d'un agenda mondialiste, anti-français et anti-chrétien, visant à imposer un pouvoir supranational aussi illégitime que carnassier.

En 2024, le monde n'était plus seulement un champ de bataille militaire ou diplomatique, il est devenu un champ de bataille informationnel, économique et cybernétique, où chaque décision, chaque mouvement,

programmée.

L'année 2025 se profile donc à l'horizon comme un tournant décisif dans l'Histoire de l'humanité, où les tensions géopolitiques, les luttes de pouvoirs internes et les menaces existentialistes convergent pour former un tableau des plus sombres. Notre civilisation est au bord du gouffre, plongée dans une guerre économique, informationnelle, climatique et militaire sans précédent, où les superpuissances s'affrontent sur tous les fronts pour garantir leur main mise sur notre

se dessine un futur dystopique où la souveraineté des nations et les libertés individuelles sont réduites à néant. La question est de savoir si l'humanité pourra résister à cette machine infernale de domination, ou si elle se laissera engloutir par un processus irréversible de déshumanisation. En somme, 2025 s'annonce sous les pires auspices que l'humanité n'ait jamais connus. C'est un moment crucial où les choix de l'humanité détermineront si nous sombrons dans un chaos total, ou si nous parviendrons à redresser la



L'ascension des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) marque un tournant vers un monde multipolaire, où des puissances émergentes redéfinissent les règles du jeu économique et politique.

chaque interaction peut avoir des conséquences radicales sur l'avenir de l'humanité. Face à cette menace existentielle, une résistance citoyenne tente de s'organiser, mais se heurte à une machine médiatique corrompue et alignée sur les discours officiels, comme à une police devenue une milice de tyrans arrogants. La désinformation, la manipulation des faits, et la marginalisation des voix dissidentes deviennent autant d'obstacles à la reconquête de notre souveraineté et à notre liberté. Pourtant, la prise de conscience collective demeure un levier crucial pour empêcher cette déconstruction

avenir. L'Ukraine, le Moyen-Orient, la montée en puissance de la Chine, l'intrusion de puissances financières dans les processus internes des États, et la radicalisation des politiques israéliennes ignobles témoignent d'un monde de plus en plus fracturé, où l'humanité ne semble plus chercher la paix, mais bien la destruction de notre socle civilisationnel. Le spectre d'une guerre nucléaire, de crises écologiques et économiques mondiales, et d'affrontements internes dans les sociétés sur fond de fractures sociales aggrave encore la situation.

Au centre de cette tourmente

barre.

Le temps presse et, face à cette menace, il est désormais impératif de choisir entre la soumission ou la résistance. Mais sera-t-il encore possible de lutter contre cette dérive en emprisonnant les dirigeants et les responsables de cette folie avant qu'il ne soit trop tard ?

Phil BROQ.

Le Blog de l'Éveillé
29 décembre 2024
Réseau International
30 décembre 2024

Comment l'Occident est en train de redorer le blason de Joulani d'Al-Qaïda



Photo d'identité d'al-Julani en 2006, après sa capture par les forces américaines en Irak. (DoD, Wikimedia Commons, Domaine public)

Par Alan MacLeod*

Alors que les médias et les hommes politiques occidentaux adoptent Joulani et HTS, Alan MacLeod estime que les États-Unis reviennent aux relations étroites qu'ils entretenaient avec Al-Qaïda avant le 11 septembre.

Les grands médias annoncent la chute de Bachar el-Assad et l'émergence d'Abou Mohammed al-Joulani comme nouveau dirigeant de la Syrie, malgré ses liens étroits avec Al-Qaïda et ISIS (État Islamique ou Daech).

Comment les djihadistes syriens « favorables à la diversité » prévoient de construire un État », titre un article du Daily Telegraph britannique, qui suggère que Joulani construira une nouvelle Syrie, respectueuse des droits des minorités. Le même journal le qualifie également de « djihadiste modéré ». Le Washington Post l'a décrit comme un leader pragmatique et charismatique, tandis que CNN l'a dépeint comme un « révolutionnaire portant un blazer ».

Un portrait approfondi de Rolling Stone le décrit comme un « politicien pragmatique et astucieux qui a renoncé au « djihad mondial » et qui a l'intention « d'unifier la Syrie ». Sa « perspicacité stratégique est évidente



Jake Sullivan, deuxième à partir de la gauche, en tant que chef de cabinet adjoint de la secrétaire d'État, avec sa patronne Hillary Clinton et le président Barack Obama, novembre 2012. (Maison Blanche, Pete Souza)

», écrit Rolling Stone, entre deux paragraphes faisant l'éloge de Joulani pour avoir mené avec succès un mouvement contre un dictateur.

CNN a même obtenu une interview exclusive de Joulani, alors que son mouvement prenait d'assaut Damas. Interrogé par l'animatrice Jomana Karadsheh sur ses actions passées, il a répondu : « Je crois que tout le monde dans la vie passe par des phases et des expériences... Au fur et à mesure que vous grandissez, vous apprenez et

vous continuez à apprendre jusqu'au dernier jour de votre vie », comme s'il parlait d'erreurs embarrassantes d'adolescent, et non de la création et de la direction du Front Al-Nusra, la franchise d'Al-Qaïda en Syrie.

On est loin de la première fois où CNN a parlé de Joulani. En 2013, la chaîne l'a désigné comme l'un des « 10 terroristes les plus dangereux au monde », connu pour avoir enlevé, torturé et massacré des minorités raciales et religieuses.

Aujourd'hui, il figure toujours sur la liste des terroristes des États-Unis et le FBI offre une récompense de 10 millions de dollars pour toute information sur sa localisation. Washington et d'autres gouvernements occidentaux considèrent la nouvelle organisation de Joulani, Hay'at Tahrir al-Sham (HTS), comme une seule et même organisation, Al-Qaïda/Al-Nusra.

Cela pose un sérieux problème de relations publiques pour les pays occidentaux, qui ont soutenu le renversement du président Bachar al-Assad par le HTS. C'est pourquoi Politico et d'autres rapportent qu'il y a une « grande agitation » à Washington pour retirer le HTS et Joulani de la liste des terroristes le plus rapidement possible.

L'évolution d'un radical

Joulani a cherché à se distancier de son passé et à se présenter comme une force modératrice capable d'unifier une Syrie intensément divisée. Bien qu'il ait, ces dernières années, affiché une volonté de compromis avec d'autres forces et factions, il est loin d'être évident que les dizaines de milliers de soldats qu'il commande – des unités composées principalement d'anciens combattants d'Al-Qaïda/al-Nusra et d'ISIS – seront d'humeur charitable une fois qu'ils auront cimenté leur pouvoir. « La Syrie est en train d'être purifiée », a-t-il déclaré devant une foule à Damas le 8 décembre. « Cette victoire est le fruit des personnes qui ont languï en prison et des combattants qui ont brisé leurs chaînes », a-t-il ajouté.

M. Joulani, de son vrai nom Ahmad Hussein al-Shar'a, est né en 1982 en Arabie saoudite de parents ayant fui la région du plateau du Golan, en Syrie, après l'invasion israélienne de 1967.

En 2003, il s'est rendu en Irak pour combattre les forces américaines. Après trois ans de guerre, il a été capturé par l'armée américaine et a passé plus de cinq ans en prison, dont un séjour dans le tristement célèbre centre de torture d'Abu Ghraïb.

Pendant son séjour en Irak, Joulani a combattu avec ISIS et a même été l'adjoint de son fondateur. Immédiatement après sa libération en 2011, ISIS l'a envoyé en Syrie avec une rumeur



Militant d'Al-Nusra à Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, debout sur les débris d'une frappe aérienne, sans date. (Agence de presse Tasnim, Wikimedia Commons, CC BY 4.0)

d'un milliard de dollars pour fonder la branche syrienne d'Al-Qaïda et participer au mouvement de protestation armée contre Assad qui a vu le jour dans le cadre du Printemps arabe.

Conscient de la très mauvaise réputation d'Al-Qaïda dans la région et dans le monde, Joulani a tenté de donner une nouvelle image à ses forces, en fermant officiellement le Front al-Nusra en janvier 2017 et, le même jour, en fondant HTS. Il a affirmé que HTS prêche une idéologie très différente et qu'il respectera la diversité syrienne. Tout le monde n'en est pas convaincu, et surtout pas le gouvernement britannique, qui a immédiatement proscrit HTS, le décrivant comme un simple alias d'Al-Qaïda.

L'homme d'Al-Qaïda/ISIS ne s'est pas « réinventé ». « Tout l'appareil de propagande et de renseignement de l'Occident, y compris la BBC, l'a fait pour lui », a fait remarquer Ali Abunimah, cofondateur de The Electronic Intifada.

Le nouveau gouvernement aime Israël et déteste le Hezbollah

Le nom « al-Joulani » signifie « originaire du plateau du Golan ». Et pourtant, le leader semble très peu préoccupé par l'invasion israélienne de sa patrie. L'Armée israélienne s'est emparée d'une grande partie du sud de la Syrie, y compris du Mont Hermon, une montagne stratégique qui surplombe Damas. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré qu'il s'agissait d'une opération permanente. « Le plateau du Golan fera à jamais partie intégrante de l'État d'Israël », a-t-il proclamé.

Joulani a déjà déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'affronter Israël. « La Syrie n'est pas prête pour la guerre et n'a pas l'intention d'entrer dans une nouvelle guerre. La source d'inquiétude était les milices iraniennes et le Hezbollah, et le danger est passé », a-t-il déclaré – une chose étrange à dire alors qu'Israël mène la plus grande opération de l'armée de l'air de son histoire, bombardant des cibles militaires dans toute la Syrie. D'autres porte-parole des HTS ont également refusé catégoriquement de commenter l'attaque israélienne sur le pays, même lorsqu'ils ont été pressés par des journalistes occidentaux incroyables.

Les commentaires de Joulani, qui désigne deux forces chiites plutôt qu'Israël comme ennemis de l'État, inquiètent de nombreuses personnes qui craignent que cela ne marque un retour au processus de massacre des chiites auquel ISIS s'est livré dans une grande partie de la Syrie et de l'Irak. En 2016, la Chambre des représentants des États-Unis a voté par 383 voix contre zéro pour qualifier ce processus de génocide.

Heureusement, le nouveau gouvernement sera probablement une coalition de forces disparates et modérées. Toutefois, ces groupes semblent avoir un point commun : ils sont tous pro-israéliens. Un commandant de l'Armée syrienne libre laïque, par exemple, a récemment accordé une interview au Times of Israel, dans laquelle il se réjouit de l'avènement d'une nouvelle ère d'« amitié » et d'« harmonie » avec son voisin du sud. « Depuis le début de la guerre civile syrienne, nous n'avons jamais émis de critiques à l'encontre d'Israël, contrairement au Hezbollah,



Moudjahidines à Kunar, Afghanistan, 1er janvier 1987. (erwinlux, Flickr, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)

qui a déclaré vouloir libérer Jérusalem et le plateau du Golan », a-t-il déclaré. Le commandant a ajouté qu'« Israël plantera une rose dans le jardin syrien » et a demandé le soutien financier du pays pour la formation d'un nouveau gouvernement.

D'autres forces anti-Assad sont allées encore plus loin, l'une d'entre elles déclarant qu'Israël « n'est pas hostile à ceux qui ne lui sont pas hostiles. Nous ne vous haïssons pas, nous vous aimons beaucoup... nous étions très heureux lorsque vous avez attaqué le Hezbollah, vraiment heureux, et nous sommes contents que vous ayez gagné ».

De telles déclarations peuvent surprendre un observateur occasionnel. Mais la réalité est qu'Israël finance, entraîne et arme une grande partie de l'opposition syrienne depuis sa création. Cela inclut Al-Qaïda, dont les combattants blessés sont soignés par Israël.

Et alors que les forces islamistes radicales semblaient être ennemies de tout le monde, le seul groupe avec lequel elles évitaient fastidieusement toute confrontation était Israël. En effet, en 2016, des combattants de l'ISIS ont accidentellement tiré sur une position israélienne sur le plateau du Golan, pensant qu'il s'agissait de forces gou-

vernementales syriennes, puis ont rapidement présenté leurs excuses.

Depuis le plateau du Golan, la campagne israélienne d'un an contre les positions du Hezbollah et de l'armée syrienne a également sérieusement affaibli les deux forces, aidant l'opposition à remporter la victoire.

Al-Qaïda et les États-Unis : une relation compliquée

Alors que les journalistes et les hommes politiques américains s'efforcent de changer d'avis sur Joulani et HTS, la réalité est que, pendant la majeure partie de son existence, Washington a entretenu des relations très étroites avec Al-Qaïda.

L'organisation est née en Afghanistan dans les années 1980, en grande partie grâce à la CIA. Entre 1979 et 1992, la CIA a dépensé des milliards de dollars pour financer, armer et former les miliciens moudjahidines afghans (comme Oussama ben Laden) dans le but de saigner à blanc l'occupation soviétique. C'est dans les rangs des moudjahidines qu'Oussama ben Laden a bâti son organisation.

Au cours des années 1990, les relations entre Ben Laden et les États-Unis se sont détériorées et ces derniers sont devenus une cible privilégiée d'Al-Qaïda, ce qui a abouti aux tristement célèbres attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington.

L'administration Bush utilisera ces attentats comme prétexte pour envahir l'Afghanistan et l'Irak, affirmant que l'Amérique ne sera jamais en sécu-

rité si Al-Qaïda n'est pas complètement détruite. Ben Laden est devenu l'individu le plus célèbre du monde, et la société américaine a été bouleversée dans le cadre d'un effort visant à mettre en déroute l'extrémisme islamique.

Pourtant, dans les années 2010, alors même que les États-Unis étaient ostensiblement en guerre contre Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan, ils travaillaient secrètement avec cette organisation en Syrie sur un plan visant à renverser Assad. La C.I.A. dépensait environ un milliard de dollars par an pour former et armer un vaste réseau de groupes rebelles à cette fin.

Comme l'a dit Jake Sullivan, aujourd'hui conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, à la secrétaire d'État Hillary Clinton dans un courriel divulgué en 2012, « AQ [Al-Qaïda] est de notre côté en Syrie ».

Ainsi, alors que de nombreux observateurs occasionnels peuvent être choqués de voir les médias et la classe politique adopter le chef d'Al-Qaïda en Syrie comme un champion moderne et progressiste, la réalité est que la relation des États-Unis avec le groupe ne fait que revenir à une position qu'ils avaient auparavant. Par conséquent, il semble que la guerre contre la terreur s'achèvera avec la redésignation des « terroristes » en « rebelles modérés » et «

Madeleine Riffaud, résistante, internationaliste 1924-2024



Longue vie à la mémoire de Madeleine Riffaud !

Par John Catalinotto

Mon voyage dans ce qui semblait être un labyrinthe de coïncidences a commencé lorsque j'ai reçu un e-mail contenant une nécrologie du New York Times du 23 novembre sur l'héroïne de la Résistance française Madeleine Riffaud, décédée le 6 novembre à Paris à l'âge de 100 ans.

Elle était membre des Francs tireurs et partisans (FTP) dirigés par le Parti communiste. Riffaud a fêté son 20e anniversaire en 1944 alors qu'elle et ses camarades capturaient 80 soldats allemands dans un train de ravitaillement blindé.

Cette nouvelle aurait suffi à attirer mon attention. Mais elle avait auparavant tiré une balle dans la tête d'un soldat d'occupation allemand, le tuant. Elle a été capturée et torturée, s'est échappée, a été rattrapée, puis libérée. Plus tard encore, elle a remis en question et a toujours affirmé sa décision de tirer sur ce soldat.

Après avoir aidé à libérer la France, le gouvernement français a

combattants de la liberté ».

Qui définit le terme « terroriste » ?

Bien entendu, nombreux sont ceux qui affirment que la liste des terroristes américains est totalement arbitraire et qu'elle n'est qu'un baromètre permettant de savoir qui est dans les petits papiers de Washington à un moment donné. En 2020, l'administration Trump a retiré le Soudan de sa liste des États soutenant le terrorisme en échange de la normalisation des relations du pays avec Israël, ce qui prouve à quel point la liste est transactionnelle.

Quelques mois plus tard, elle a retiré le Mouvement islamique du Turkestan oriental (une milice ouïghoure actuellement active en Syrie) de sa liste en raison de son durcissement à l'égard de la Chine, considérant l'ETIM comme un pion utile à jouer contre Pékin.

Washington maintient également Cuba sur sa liste de terroristes, bien qu'il n'y ait aucune preuve que l'île soutienne des groupes terroristes.

Enfin, les États-Unis ont refusé de retirer Nelson Mandela de leur liste des terroristes les plus notoires du monde jusqu'en 2008, soit 14 ans

empêché Riffaud de se joindre au combat pour la capture de Berlin, car elle était une femme et mineure. Plus tard, elle devint poète et journaliste révolutionnaire, soutenant la lutte de libération contre le colonialisme français en Algérie et s'intégrant aux guérillas du Sud-Vietnam qui combattaient l'impérialisme américain. C'était une communiste révolutionnaire et une véritable internationaliste. Elle a mené une vie dense.

Elle a fait une déclaration révélatrice sur le rôle des partisans dans la lutte contre une force d'occupation qui s'applique aux combats de libération d'aujourd'hui : « L'essentiel était de ne pas céder. Quand on résistait, on était déjà vainqueur. On avait déjà gagné. » (New York Times, 23 novembre)

La nécrologie du Times contenait des informations supplémentaires sur la conviction personnelle et le courage de Riffaud. J'ai cependant préféré lire l'évaluation de ses camarades. Ma recherche m'a permis de retrouver quelqu'un que j'avais rencontré en 2008 lorsqu'il m'avait ouvert sa maison après une discussion politique à Paris qui s'était prolongée tard.

après qu'il soit devenu président de l'Afrique du Sud. En comparaison, la nouvelle requalification de Joulani pourrait prendre moins de 14 jours.

Une gigantesque opération de rebranding (changement d'image) est en cours. Les médias et le gouvernement américain ont tenté de transformer le fondateur et chef d'une organisation affiliée à Al-Qaïda en un acteur progressiste et respectueux des droits de l'homme. Il reste à voir comment Joulani gouvernera exactement et s'il pourra conserver le soutien d'un large éventail de groupes syriens. Compte tenu de ce que nous avons vu jusqu'à présent, il peut toutefois être certain de bénéficier d'un soutien solide de la part de la presse occidentale.

*Alan MacLeod est rédacteur principal pour MintPress News. Après avoir terminé son doctorat en 2017, il a publié deux livres : Bad News From Venezuela :

Consortium News
17 décembre 2024
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 21 décembre 2024

Léon Landini, communiste français d'origine italienne (ses parents ont fui le régime fasciste de Mussolini), est un ancien officier des Francs tireurs et partisans-main d'œuvre immigrée (FTP-MOI) et ancien combattant, décoré par la France et l'Union soviétique pour ses actes de Résistance, et président du Pôle de renouveau communiste en France. Il a écrit avec Diane Gilliard, secrétaire de la commission des femmes du PRCF, l'éloge funèbre suivant, traduit pour publication ici.

Éloge funèbre du PRCF à Madeleine Riffaud, 23 novembre 2024

Tous les militants franchement communistes du PRCF, et notamment son président Léon Landini qui l'a connue personnellement, sont attristés par la disparition de la grande résistante et militante communiste Madeleine Riffaud, quelques semaines après qu'elle ait fêté ses 100 ans.

Cette femme indomptable a vécu plusieurs vies en une, toujours au service de la cause des peuples et du socialisme. Alors qu'elle suivait des études pour devenir sage-femme, elle s'engagea avant l'âge de 18 ans dans le combat antifasciste et patriotique, en tant que membre des Francs-Tireurs et Partisans (FTP), les résistants dirigés par le Parti communiste. Cela lui valut plus de trois semaines de tortures de la Gestapo lors de son arrestation.

A peine majeure, elle s'engagea dans la lutte anticoloniale en Algérie et au Vietnam, où elle fut l'une des premières correspondantes de guerre. Elle sait aussi que la lutte communiste doit se mener chez elle, c'est pourquoi, de retour en France, elle s'engage anonymement comme infirmière dans plusieurs hôpitaux publics, déjà en piteux état. Le résultat sera son livre « Linges de nuit ».

[Le poète surréaliste] Paul Éluard aimait ses poèmes et les fit publier ; [Louis] Aragon l'engagea comme journaliste au quotidien communiste Ce Soir, où elle travailla plusieurs années.

On pourrait continuer pendant des pages et des pages sur les innombrables actions militantes de Madeleine Riffaud. Mais, plus généralement, on sait déjà qu'elle restera dans l'histoire comme une grande journaliste communiste. Elle n'a rien à envier à John Reed, le communiste américain qui a raconté la révolution d'Octobre dans « Les dix jours qui ébranlèrent le monde », ou à Henri Alleg, rédacteur en chef d'Alger républicain puis secrétaire général de L'Humanité, avant de re-



Un dessin de Madeleine Riffaud, réalisé par Pablo Picasso en 1945.

joindre le comité de soutien du PRCF lors de sa création en 2004.

Sa mort attriste tous les militants du PRCF. Mais sa ténacité, sa détermination à lutter contre la barbarie capitaliste et sa droiture politique sont un réconfort pour nous tous. À l'heure où l'obscurantisme et le bellicisme effréné célèbrent leurs sinistres victoires, la trajectoire de personnes intègres comme Madeleine Riffaud est une preuve réconfortante que l'humanité ne se réduira jamais à une compétition entre prédateurs endoctrinés et opportunistes malhonnêtes. (Initiative Communiste, 6 novembre, tinyurl.com/r45us6tf)

Riffaud, Landini, Alleg, Reed

Ce n'était peut-être pas une simple coïncidence de voir le nom d'Henri Alleg mentionné dans l'article du PRCF. J'avais rencontré Alleg à quelques reprises lors de conférences internationales au début des années 2000 avant sa mort en 2013. Que cet internationaliste – né de parents juifs polonais à Londres en 1921, éduqué en France et militant communiste soutenant la lutte algérienne pour l'indépendance de la France – soit nommé dans un éloge funèbre à Riffaud est logique.

Riffaud, Landini et Alleg sont nés dans les années 1920. Tous trois étaient communistes, emprisonnés et torturés par des fascistes. Dans le cas d'Alleg, il s'agissait des colons fascistes français d'Algérie, et il était connu dans tout le mouvement communiste pour avoir écrit le pamphlet « La Question », sur son expérience de torture en prison. (workers.org/2013/07/10045/)

Tous trois étaient des internationalistes. Bien qu'elle ait combattu clandestinement contre les occupants allemands, Madeleine Riffaud a même pris le nom de guerre Rainer, en raison de son admiration pour le poète allemand Rainer Maria Rilke.

Leurs liens et leurs similitudes ne sont pas du tout des coïncidences, mais sont le résultat de leur passage à l'âge politique en tant que communistes sous l'impact de la révolution russe, si bien décrite par John Reed.

Longue vie à la mémoire de Madeleine Riffaud !

Workers World
3 décembre 2024



Madeleine Riffaud accueillie par le président vietnamien Ho Chi Minh en 1966. L'ambassadeur du Vietnam en France a présenté les honneurs à Riffaud pour son 100e anniversaire.

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

**5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228**

GUARINO FUNERAL HOME

*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

Trois questions à Soraya Chekkat sur George Ibrahim Abdallah



Par Robin Delobel

Georges Ibrahim Abdallah est le plus ancien prisonnier politique d'Europe. En 1987, à l'issue d'un procès truqué, ce résistant communiste libanais, fondateur des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), a été condamné à la prison à perpétuité pour « complicité d'assassinat » d'un agent de la CIA et d'un autre du Mossad, les services secrets israéliens. Libéré depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah est toujours détenu à Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Nous avons posé trois questions à Soraya Chekkat, membre du FIUQP et de la campagne unitaire PACA.

Robin Delobel : Quelle est la situation de George Ibrahim Abdallah?
Soraya Chekkat : George Ibrahim Abdallah est libéré depuis 1999. Aujourd'hui, une décision de justice prononcée par le juge d'application des peines le libère. Mais le parquet national antiterroriste a fait appel de la décision, le procès d'appel aura lieu le 19 décembre 2024. A la demande de la campagne unitaire engagée depuis des années pour exiger sa libération un appel est lancé pour converger en solidarité pour la libération du plus ancien prisonnier politique d'Europe.

PAR CES MOTIFS
 Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Junia Saint Sauveur à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence, le divorce de Rosfort Jean-Paul avec Junia Saint Sauveur pour incompatibilité de caractères, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Saint-Marc de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens
 Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Gabnel FRANCOIS, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt Juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me. Venson François, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me Pascal TOUSSAINT, Greffier du siège
 Il est ordonné...etc...
 En foi de quoi... etc...

Ce n'est pas la première fois que le tribunal d'application des peines accepte sa demande de libération. Pour être applicable, la demande de libération était jusqu'à présent soumise à un arrêté d'expulsion que les gouvernements successifs n'ont pas mis en place, d'où son maintien en détention. Aujourd'hui, cette exigence d'arrêté d'expulsion n'est pas demandée et la seule exigence est que George ne revienne plus jamais en France.

PAR CES MOTIFS
 Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, accueille l'action de la demanderesse, la dame Marc Arthur ST LOUIS, née Esther ADONIS en la forme: Maintient le défaut octroyé contre le sieur Marc Arthur ST LOUIS, défendeur à l'audience précitée: Admet en conséquence le divorce de la dame Marc Arthur ST LOUIS, née Esther ADONIS d'avec son époux Marc Arthur ST LOUIS pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du Code Civil Haïtien: Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ce, aux torts exclusifs de l'époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers; Compense les dépens; Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce siège pour la signification du présent jugement.
 Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique de divorce du vendredi six (6) décembre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Jean Claude Jean Antoine, Substitut Commissaire du Gouvernement de Port-au-Prince et avec l'assistance du citoyen Homère Raymond, greffier du siège.
 Il est ordonné...etc...
 En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS
 Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, accueille l'action du demandeur, le sieur Marc Pascal Gaejeen DESMORNES en la forme; Maintient le défaut octroyé contre la dame née Yvette SEJUSTE, défenderesse à l'audience précitée ; Admet en conséquence le divorce de Marc Pascal Gaejeen DESMORNES d'avec son épouse née Yvette SEJUSTE pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du Code Civil Haïtien: Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ce, aux torts exclusifs de l'épouse; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens ; Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce siège pour la signification du présent jugement
 Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge en audience civile, ordinaire et publique de divorce du Vendredi (6) décembre deux mille vingt quatre, en présence de Me Jean Claude Jean Antoine, Substitut Commissaire du Gouvernement de Port-au-Prince et avec l'assistance du citoyen Homère Raymond, Greffier du siège.
 Il est ordonné...etc...
 En foi de quoi...etc...

Robin Delobel : Pourquoi il n'est pas libéré alors qu'il est ... libérable depuis 1999 ?

Soraya Chekkat : C'est la question qui nous permet de répondre en affirmant que Georges est un prisonnier politique!

Les diverses pressions des États-Unis et de l'entité sioniste sur les gouvernements qui se succèdent en France depuis sa détention sonne le glas de l'indépendance de la justice française. Dès le départ, son procès et les conditions de sa défense étaient pipés puisque même son premier avocat était en lien avec la DGSE. De quelle justice parle-t-on dans de telles conditions ? Une décision de justice le libère, certes, et on s'en réjouit. Mais ce n'est pas la première fois que le juge d'application des peines se prononce pour sa libération et pourtant il reste depuis incarcéré. C'est profondément injuste.

On le sait, Georges est enfermé dans les geôles de l'impérialisme car c'est bien son combat politique qui pose problème pour le système capitaliste. Georges condamne la colonisation de la Palestine et a combattu pour sa libération comme il a combattu pour défendre son pays le Liban contre les attaques militaires sionistes. Georges aspire à une société progressiste, en tant que communiste il prône la justice sociale, une justice qui est aux antipodes de l'exploitation capitaliste à travers le monde. Georges est un homme politique internationaliste qui arbore avec panache, malgré une éternité en détention, l'étendard de la lutte des classes. Georges inspire par sa capacité de résistance même enfermé entre quatre murs, je n'ai jamais vu de militant aussi libre et aussi fort de ses convictions.

Robin Delobel : Quel est son état d'esprit face à cette situation déconcertante ?

Soraya Chekkat : Il espère retourner dans son pays, retrouver les membres de sa famille. Il est submergé par l'émotion que cette possible libération provoque chez les militants et apprécie les témoignages, les photos de rassemblements, il est heureux de cette solidarité. En même temps, il nous demande, et elle s'impose à lui, une certaine forme de lucidité. En effet, on a déjà eu une décision de libération en 2013 et une joie partagée avec notre camarade, puis le contrecoup, avec un ascenseur émotionnel dont on se souviendra, pensant déjà à l'époque qu'il allait être libéré. Il est à la fois partagé sur ce sentiment de s'imaginer dehors et en même temps se protège car après quarante ans d'incarcération, pour le citer, « on devient inébranlable » face à des coups bas du système. Il est enfermé, comme il le dit-lui-même, depuis une petite éternité. Le bonheur est à portée de main. Il se nourrit de notre enthousiasme et de notre espérance.

Je lis ses propos à travers nos échanges : « En ces temps de guerre génocidaire en Palestine, de processus de fascisation de plus en plus affirmé, ici et en Palestine, mais aussi temps de résistance ... lutter est plus que jamais le seul moyen d'exister ». Il rappelle qu'au-delà de son cas, il y a avant tout actuellement un génocide en Palestine. Il nous demande de continuer à nous mobiliser et de parler de lui uniquement pour servir la cause palestinienne. Il tient aussi à rappeler que l'on doit se battre pour la libération de tous les prisonniers politiques.

Un appel à converger à Paris le 21 décembre à Paris au départ de Barbès a été lancé par la campagne unitaire pour exiger sa libération. De Marseille, c'est décidé, nous y serons.

(1) pour comprendre le contexte de son incarcération, nous renvoyons à l'explication, il y a dix ans, de Soraya Chekkat : Les autorités françaises arrêtèrent Georges Ibrahim Abdallah le 24 octobre 1984, après qu'un groupe du Mossad et quelques-uns de ses agents libanais l'eurent suivi à Lyon. L'incarcération n'était motivée que par la détention de vrais faux papiers d'identité : un passeport délivré légalement par les autorités algériennes. Les autorités françaises avaient promis au gouvernement Algérien la mise en liberté de Georges Ibrahim Abdallah. Dans ce but, elles avaient envoyé le chef du département des services secrets français en Algérie pour en informer le gouvernement Algérien. Dans le journal mémoire qu'il a fait éditer, Jacques Attali, le conseiller du président français François Mitterrand, écrivait : « Jeudi 28 mars 1985. Yves Bonnet, patron de la DST, envoyé à Alger, explique qu'Abdallah, arrêté à Lyon, sera libéré pendant l'été en raison des faibles charges qui pèsent contre lui. » Mais les autorités françaises ne respectèrent pas cet engagement.

Les autorités françaises étaient alors soumises à une pression directe des États-Unis. De nombreuses immixtions américaines s'étaient exercées pour pousser les autorités françaises à ne pas relâcher Georges Abdallah. Les États-Unis s'étaient constitués partie civile dans le procès. Les pressions sionistes ne manquaient pas non plus.

A ce moment, la France était sous l'effet d'une série d'attentats aveugles à Paris entre 1986 et 1987, et qui avaient fait de nombreuses victimes françaises. En fait, ces attentats étaient commis par un réseau proche de l'Iran. Pour rassurer l'opinion publique française (en la désinformant), les services secrets français accusèrent les frères de Georges Ibrahim Abdallah de ces attentats.

Investig'Action 18 décembre 2024

PAR CES MOTIFS
 Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, accueille l'action du demandeur, le sieur Michel PAUL en la forme; Maintient le défaut octroyé contre dame née Ariane PIERRE, défenderesse à l'audience précitée; Admet en conséquence le divorce du sieur Michel PAUL d'avec son épouse née Ariane PIERRE pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du Code Civil Haïtien; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ce, aux torts exclusifs de l'épouse; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers; Compense les dépens ; Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce siège pour la signification du présent jugement.
 Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique de divorce du vendredi six (6) décembre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Jean Claude Jean Antoine, Substitut Commissaire du Gouvernement de Port-au-Prince et avec l'assistance du citoyen Homère Raymond, greffier du siège.
 Il est ordonné...etc...
 En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS
 Le Tribunal, après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame ELIZABETH EDNA SAVAIN d'avec son époux ELYSEE ESTIMABLE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'état Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification dudit jugement
 Ainsi jugé et prononcé par nous, NELSON CILIVUS, Juge en audience civile et publique en date du vingt-quatre Août deux mille vingt-trois, en présence de Me. ALBERT DARELUS, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier MOZART TASSY.
 Il est ordonné...etc...
 En foi de quoi...etc...

Trump - Otan 2025



Le président américain Donald Trump au sommet de l'Otan à Bruxelles, en Belgique, le jeudi 12 juillet 2018.

Par Oleg Nesterenko*

Le Financial Times rapporte que les proches conseillers de Donald Trump en matière de politique étrangère ont apporté à la connaissance des hauts responsables européens, début de ce mois de décembre 2024, que le président élu américain a l'attention d'exiger aux États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord l'augmentation de leurs dépenses de défense à hauteur de 5% de leur PIB respectifs, contre l'objectif actuel de 2% et dont 1/3 des membres de l'Alliance à l'heure d'aujourd'hui n'arrivent pas à atteindre.

Voici le bref décryptage du positionnement au niveau sécuritaire de la future administration américaine dirigée par Donald Trump vis-à-vis des pays-membres de l'OTAN et, surtout, selon mon avis, ses véritables raisons sous-jacentes.

La dette européenne vers les Etats-Unis d'Amérique

Les deux principaux piliers de la réussite économique que les pays de l'Europe de l'Ouest ont connus dès la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, en tout cas selon la conviction de la classe politique américaine, sont les conditions très favorables au niveau des droits de douane accordées en 1947 par Washington à la production exportée vers les Etats-Unis depuis les pays européens en ruine, ainsi que l'accès au gaz bon marché obtenu par l'Allemagne via l'accord signé en 1970 avec l'URSS.

En parlant des faveurs douanières accordées par les Américains aux exportations européennes, il s'agit du *General Agreement on Tariffs and Trade* - l'accord GATT : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé par 23 pays, le 30 octobre 1947, qui a donné par la suite, le 1^{er} janvier 1995, naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En ce qui concerne l'accès au gaz bon marché obtenu par les allemands, il s'agit du contrat à long terme « tubes contre gaz », signé entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Union Soviétique, le 1^{er} février 1970. L'accord prévoyait la fourniture à l'URSS de tuyaux de grand diamètre et d'autres équipements pour la construction d'un gazoduc vers l'Europe occidentale, contre le gaz russe à des tarifs très avantageux. Le partenariat a con-

nu un grand succès et a été appelé « l'affaire du siècle » en raison du fait qu'il était le plus important dans l'histoire des relations économiques Russo-européennes.

Les années ont passé et l'Europe est devenue économiquement autosuffisante et, par la même occasion, la principale concurrente des Américains sur les marchés mondiaux, ce qui n'a pas été prévu initialement et est devenu guère plaisant aux yeux des administrations américaines successives.

Aujourd'hui, Donald Trump estime qu'il est temps pour le vieux continent de payer la facture de l'abondance qui lui a été procurée par l'Amérique dès la fin du conflit face à l'Allemagne nazie.

Après l'explosion du gazoduc Nord Stream, réalisée directement ou indirectement par le pouvoir américain sortant - nul doute sur les premiers bénéficiaires de l'action - afin d'aider à réfléchir l'Union Européenne dans « la bonne direction », le président américain nouvellement élu impose aux européens l'augmentation des importations des produits énergétiques américains à des prix très élevés. Le cas échéant, Trump menace d'instaurer des conditions restrictives et des barrières douanières vis-à-vis de la production importée depuis l'UE. Et, par la même occasion, fait clairement comprendre aux homologues européens que le temps du GATT, de même que celui de l'OMC est révolu.

L'exigence de l'augmentation des investissements européens dans l'OTAN

Bien des années avant le déclenchement de la phase active du conflit entre l'Otan et la Russie sur le sol ukrainien, en juillet 2018, Donald Trump avait déjà suggéré aux membres de l'organisation de doubler leurs dépenses militaires en les portant à 4% de leur PIB, soit très au-delà des 2% qu'ils ont déjà eu du mal à réaliser.

Lors d'un rassemblement public, le 10 février 2024, Trump a renvoyé un message clair aux dirigeants européens : « Si vous ne payez pas et que la Russie vous attaque, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai. Vous devez payer vos factures ! ».

Via la « fuite » organisée auprès du Financial Times, Donald Trump fait clairement afficher sa volonté de mettre la pression sur les pays-membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en exigeant le pas-

sage de 2 à 5% de leur PIB respectif dans leurs dépenses pour la défense.

Bien évidemment, ce qui est sous attendu dans ces nouvelles exigences, ce n'est guère l'investissement supplémentaire dans le développement de l'industrie de défense du vieux continent, mais dans celui des Etats-Unis d'Amérique avec les bénéfices financiers des groupes américains y afférents.

Et même les dépenses supplémentaires qui peuvent être réalisées dans l'industrie de défense « européenne » ne seront qu'une illusion. Illusion cachant la réalité : l'un des principaux bénéficiaires de l'investissement resteront les Etats-Unis. En parlant, par exemple, d'un des plus grands groupes européens de défense, Rheinmetall, il ne faut pas négliger le fait que parmi ses principaux actionnaires on compte toute une série de géants américains, tels que BlackRock, Fidelity Investments, The Capital Group Companies, Goldman Sachs ou encore Bank of America.

En clair : les économies de l'UE doivent participer dans la résolution des problèmes que l'économie américaine connaît aujourd'hui, si celle-ci souhaite continuer à être militairement protégée ou, plus exactement, supervisée par le leader Outre-Atlantique de l'OTAN.

Néanmoins, c'est loin d'être l'unique, encore moins la principale raison des exigences du nouveau leader américain.

La réelle signification de l'initiative de Trump

Quelle est la réelle signification de l'importante augmentation du budget de défense exigée aux pays du bloc de l'OTAN ?

En parlant de la France, l'unique puissance nucléaire au sein de l'Union Européenne, il est à noter qu'en ayant le PIB à hauteur de 2 822,5 milliards d'euros pour l'année 2023, les crédits de la mission défense ont été fixés à hauteur de 43,9 Mrd €, contre 47,2 Mrd € pour l'année 2024. Un grand effort financier a été réalisé pour l'année 2025, en prévoyant le budget défense à hauteur de 50,5 milliards d'euros. Cela étant, il est à souligner que même ce chiffre sera, néanmoins, inférieur à 2% du PIB de l'année de 2024.

En ce qui concerne la première puissance économique européenne qui est l'Allemagne, son PIB en 2023 était de 4 121 milliards d'euros et le budget défense à hauteur de 90

Mrd€ en 2024, ce qui est inférieur à 2,5% du PIB.

Pour un petit pays comme la Belgique, par exemple, les dépenses de défense se sont élevées en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son PIB, contre 7,9 Mrd €, soit 1,30 % du PIB pour l'année 2024.

Cela signifie qu'hormis les pays baltes, la Pologne et la Grèce qui ont les dépenses de défense traditionnellement très élevées (principalement financées par le budget européen), le passage du budget défense du reste des pays de l'UE ne serait-ce qu'à hauteur de 3% serait tout à fait néfaste vis-à-vis d'autres secteurs tels que le social, l'éducation nationale ou celui de la santé publique. Le passage du budget défense à hauteur de 5% demandé par Trump ne signifiera rien d'autre que l'effondrement du système politique de l'Union Européenne.

Pour la France, en faisant même un effort sans précédent au niveau de l'appareil de propagande contrôlé par l'actuel pouvoir, avec la fin des hostilités sur le sol ukrainien qui doit, fort probablement, avoir lieu dans l'année à venir, il serait tout à fait impossible de persuader l'électorat français de la vérocité de la menace de Moscou - et ceci est au point d'avoir la nécessité de passer le budget défense de 50.5 Mld € en 2025 à 100, voir 140 Mld € dans les années à venir, en se pliant aux exigences américaines.

Ainsi, croit-il Donald Trump que son exigence soit réalisable ? Certainement pas.

Certains experts stipulent que Trump, en tant que grand négociateur, veut commencer la négociation en plaçant la barre très haut, afin de la baisser par la suite et d'arriver au niveau qu'il souhaite réellement - par exemple à 3,5% au lieu de 5% du PIB déclaré. En ayant, entre autres, plus de dix ans d'expérience de l'enseignement de la matière « Négociation B to B » dans l'enseignement supérieur, je peux affirmer qu'un tel avis est tout à fait amateur et parfaitement erroné. Commencer une négociation dans le monde occidental en plaçant les objectifs affichés très au-dessus de la « zone de marchandage » - soit très au-dessus du maximum acceptable par l'interlocuteur - cela vaut de tuer la négociation avant même son commencement. Et Trump le sait mieux que quiconque. Mon ancien partenaire Dominique Bouillon qui est l'ancien partenaire de Donald Trump, m'a confirmé par le passé que ce dernier fait bien partie des meilleurs parmi les meilleurs au niveau des capacités à négocier.

Nulle erreur de calcul possible de la part du président américain élu : **en formulant de telles exigences, Trump est parfaitement conscient qu'il est tout à fait impossible pour les pays de l'UE d'y répondre positivement.**

Quelles sont, alors, les réels objectifs de son actuelle initiative ?

Aujourd'hui les pays européens, tels que l'Allemagne et la France prétendent toujours à leur place à la table de négociation sur les questions qui détermineront le monde de demain. Notamment dans la négociation avec la Russie sur les conditions de l'arrêt du conflit armé en Ukraine, vu que l'Union Européenne est plus que directement engagée et concernée.

Exclure l'UE en tant que puissance économique ne disposant pas, toutefois, d'une réelle force militaire,

de la discussion sur le futur du monde ; l'exclure de la table des négociations face aux « empires » - Russe aujourd'hui et Chinois demain - dont la tentative d'effondrement entreprise dans les dernières années par l'Occident collectif s'est avérée être un échec - cela paraît être l'un des principaux objectifs d'aujourd'hui de l'administration Trump sur la scène européenne.

Les satellites traditionnels des Etats-Unis d'Amérique très affaiblis, seront remis à leur place de suiveur et auront le droit non pas à la parole, mais à l'approbation de la politique américaine qui verra le jour dès janvier 2025.

Les leaders de la majorité des pays de l'EU sont tombés dans leur propre piège face à leur électorat. En mettant en place un gigantesque système de désinformation et de propagande antirusse, ils ont réussi à faire remplacer les capacités d'analyse de la majorité de leurs citoyens par les produits de propagande imposés par leurs média mainstream et à faire croire que la Fédération de Russie représente une réelle menace militaire vis-à-vis du territoire de l'EU.

En Europe d'aujourd'hui, allouer les budgets exigés par Washington au secteur de la défense au détriment de toutes autres sphères se situant déjà au bord de la faillite, telles qu'économiques et sociales - c'est signer son propre arrêt de mort politique au niveau national ; ne pas accepter ces exigences - c'est perdre la protection militaire américaine en mettant les masses électorales apeurées par la propagande dans un tel état qu'elles se considéreront en grande insécurité permanente sous la « menace russe ».

Etant parfaitement conscient que ses homologues européens seront dans l'incapacité de faire volte-face dans leur propagande antirusse - ce qui, le cas échéant, permettrait de ne plus surinvestir dans le secteur de la défense - Trump se situe en position de force et gagne la partie tant dans le cas de l'augmentation significative des dépenses européennes dans la défense, tant en cas d'absence de ces dernières : dans les deux cas l'actuelle classe politique européenne globaliste sortira grandement affaiblie.

Le président américain élu n'oublie guère un autre élément-clé qui est en train de guider sa politique internationale vis-à-vis de l'Union Européenne : la quasi-intégralité des chefs d'états européens se sont ouvertement positionnés auparavant en tant que pro-démocrates américains et, *de facto*, ennemis de Trump et de tout ce qu'il représente.

Ainsi, l'affaiblissement inévitable par la déstabilisation sur la question de défense européenne de ses adversaires sur l'arène politique européenne, combiné au soutien ouvert à son principal allié politique sur le vieux continent qui est le président hongrois Victor Orban, vise le renversement progressif de la classe politique hostile actuellement au pouvoir dans l'EU et la formation d'une nouvelle qui suivra les pas de la politique hongroise vis-à-vis de la politique et des intérêts de l'administration républicaine Outre-Atlantique.

*Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)

(Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'MBA)



William Ruto with MSS troops in Haiti on Sep. 21.



Haiti's nine-member Transitional Presidential Council (TPC)

soon reversed.

May 16: The TPC meets with Maria Isabel Salvador, the chief of the United Nations' Integrated Office in Haiti (BINUH) to discuss the MSS's still pending deployment, to which all TPC members had to agree.

May 23: An armed group from



Former U.S. Ambassador James B. Foley

Canaan mistakenly kills two North American missionaries and their Haitian employee whom had previously been under its protection.

May 28: Under thinly-veiled pressure from Washington, the TPC names Garry Conille as Prime Minister, a post he had held briefly in 2011.

Jun. 11: Garry Conille, with TPC approval, names his cabinet, which includes Dominique Dupuy as Foreign Minister, Antoine "Tintin" Augustin as Education Minister, Carlos Hercule as Justice Minister, and James Monazard Commerce and Tourism Minister.

Jun. 19: Conille replaces PNH chief Frantz Elbé with divisional commissioner Rameau Normil, who previously held the post in 2019-2020 before being dismissed by then President Jovenel Moïse for incompetence.

Jun. 21: Haitian and Kenya ambassadors sign a Status of Forces Agreement (SOFA) at the Organization of American States (OAS) in Washington, DC specifying that all MSS soldiers "enjoy immunity from legal process" for anything they do.

Jun. 25: Some two hundred Kenyan troops finally land and deploy in Port-au-Prince.

Jun. 27: Haitian journalist and intellectual André Charlier, 80, dies in Queens, NY after a tragic accident.

Jun. 28: Prime Minister Garry Conille with some of his ministers flies to Washington for meetings without informing the TPC, thereby incurring their consternation.

Jul. 7: The PNH again arrests Haitian activist and pundit Myrthil "Arab" Marcelin without any justification, just as it had previously done on Feb. 12, 2024.

Jul. 10: Prime Minister Garry Conille meets with former Prime Minister Claude Joseph and members of his party RED/EDE, while on Jul. 15 he meets with former Presidential candidate Moïse Jean-Charles and members of his Dessalines Children party.

Jul. 22: Long time teacher and Haitian community activist in Brooklyn, NY, Athanase Chavannes, 83, dies after a long illness in his hometown of Petit Rivière de l'Artibonite, Haiti.

Jul. 31: Haiti at the OAS again voted in favor of a Washington-sponsored resolution aimed at subverting Venezuela's sovereign Jul. 28 presidential election.

Aug. 8: Garry Conille fires National Bank of Credit (BNC) president Raoul Pascal Pierre-Louis after the latter wrote him a letter denouncing three TPC councilors – Louis Gérald Gilles, Smith Augustin, and Emmanuel Vertilaire – of trying to shake him down for a \$758,000 bribe to retain his post. The scandal ignites a firestorm of controversy and outrage.

Aug. 20: The U.S. Treasury Department announces mild sanctions against former Haitian President Michel "Sweet Micky" Martelly, 63, for involvement in drug trafficking into the U.S. and money laundering.

Aug. 27: The three TPC councilors accused of soliciting a bribe from BNC president Pierre-Louis are questioned by investigators of the Unit for the Fight Against Corruption (ULCC).

Sep. 5: U.S. Secretary of State Anthony Blinken visits Haiti for five hours to meet with Haitian government and police officials as well as the MSS's Kenyan leadership. He also pledged a paltry \$45 million in humanitarian aid.

Sep. 6: Washington introduces a draft resolution to the UN Security Council proposing that it transform the MSS, whose mandate ends Oct. 2, into a genuine UN "peace-keeping operation" (PKO) like the MINUSTAH of 2004-2017.

Sep. 10: In a televised Presidential Debate, Republican candidate Donald Trump states that Haitian immigrants in Springfield, Ohio are stealing and eating their neighbors' cats and dogs, bogus charges which had previously been disseminated by his campaign.

Sep. 21: Kenyan President William Ruto visits Haiti on his way to the UN General Assembly in New York.

Sep. 26: The TPC's President Edgar Leblanc Fils addresses the UN General Assembly with a speech asking for reimbursement of Haiti's "independence debt" and complaining about the treatment of Haitian migrants but accepting to the continued foreign occupation of Haiti for which he is a collaborator.

Oct. 2: The ULCC issues a scathing 12-page report against the three TPC councilors who tried to shake down the BNC president, recommending that they

be indicted, but the Haitian government takes no action against them.

Oct. 4: The "Big Claws" armed group from Savien attacks the town of Pont Sondé in the Artibonite Valley as part of a battle with another armed group called "The Coalition." Dozens of people are reportedly killed in the fighting.

Oct. 7: Edgar Leblanc Fils passes the title of TPC president to Leslie Voltaire of the Lavalas Family party in a half-hour ceremony at the Villa d'Accueil.

Oct. 16: Washington's Deputy National Security Advisor Jon Finer leads a U.S. delegation to Haiti to scold the TPC for "political infighting" with Prime Minister Garry Conille and his cabinet.

Oct. 21: New TPC president Les-



Dr. Garry Conille was appointed Haiti's Prime Minister by the Transitional Presidential Council on May 28, 2024.

lie Voltaire sends a letter to UN Secretary General Antonio Guterres formally asking for the MSS to be turned into a genuine UN "peace-keeping" mission.

Late October: Clashes between adjacent Solino and Lower Delmas neigh-



The new U.S. Ambassador to Haiti Dennis Bruce Hankins

borhoods increase as a result of the U.S. and Haitian bourgeoisie's efforts to foment fighting among the poor to weaken the *Viv Ansanm* coalition and provide a pretext for intervention.

Nov. 9: A *Viv Ansanm* drone captures PNH cops executing in cold blood a man who had come to speak with them in their armored vehicle. The murder is emblematic of dozens, maybe hundreds, like it reportedly occurring throughout the capital's poor neighborhoods.



An armored bulldozer known as "Satan" destroying houses in Lower Delmas on Nov. 24.

Nov. 11: The TPC, pushed by President Leslie Voltaire, replaces Prime Minister Garry Conille with businessman Alix Fils-Aimé.

Nov. 18: The *Viv Ansanm*'s principal spokesman Jimmy "Barbecue" Cherizier holds a press conference to call for the TPC's departure and replacement by a government composed of Supreme Court judges, as prescribed by the Constitution.

Nov. 20: At the request of Russia and China, the UN Security Council meets to consider the U.S. proposal that the MSS be transformed into a UN "peace-keeping" mission. Independent journalist, Dan Cohen, of *Uncaptured Media* addresses the body to argue against another UN military intervention into Haiti.

Nov. 21-25: The PNH mounts a major offensive against the Lower Delmas neighborhoods of *Viv Ansanm* leader and spokesman Jimmy Cherizier, destroying houses and killing two of his soldiers.

Dec. 3: The PNH issues arrest warrants against three Haitian activists living in North America for their political opinions, falsely accusing them of "association with criminals" and being "armed and dangerous."

Dec. 6: PNH cops and Haitian soldiers beat almost to death two young men who were simply looking for scrap metal in Port-au-Prince's Tabarre suburb.

Dec. 6-8: Monel "Micanord" Félix, the leader of the armed group in the Cité's Soleil neighborhood of Wharf Jérémie, orders the execution of people whom he believes killed his only child with voodoo spells, according to his vodou priest. Press reports say up to 184 people were killed, while he and local residents say it was 11.

Dec. 12-13: Parties which formed the TPC are now criticizing and distancing themselves from the body, saying their representatives have betrayed and failed in their mission.

Dec. 20: Former U.S. Ambassador to Haiti James B. Foley writes another op-ed, this time for the *Miami Herald*, calling for a "Trump-ordered intervention" and saying that "Haiti's dysfunction is an irremediable condition and as such requires periodic U.S. security engagement," in other words, U.S. military invasion.

JJ's Fritaille
4021 Glenwood Road
(corner Albany Avenue)
Brooklyn, NY 11210

Open Monday to Thursday
2 pm to 10 pm
Friday and Saturday
2 pm to 11 pm
Sunday
Closed

347.636.2850

- Griot - Tassot
- Pwason
- Poul an sòs
- Coffee/Tea
- Pastries
- Fresh Bread
- Haitian Patties
- Chocolat lakay

1407 Flatbush Ave.
(Corner Farragut) Brooklyn,
NY 347.240.1166

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn

2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) 718.856.2100

8221 Flatlands Avenue (b/t E. 82 & 83 St.) 718.975.7488

1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J) 718.258.0509

Honduras: L'Opération Miracle revient avec le soutien de Cuba



La présidente Xiomara Castro, a inauguré un centre ophtalmologique, l'Opération Miracle, dans le département de Santa Bárbara.

Par Maria Josefina Arce

Avec la collaboration de Cuba, l'Opération Miracle, un programme de réhabilitation ophtalmologique qui, depuis sa création il y a 20 ans, a changé la vie de millions de pauvres en Amérique latine et dans les Caraïbes, est de retour au Honduras.

La solidarité de la nation caribéenne dans la relance de

cette initiative a été soulignée par la présidente Xiomara Castro, lors de l'inauguration d'un centre ophtalmologique dans le département de Santa Bárbara, qui contribuera à l'amélioration des soins dans cette spécialité dans la région occidentale du Honduras.

Le programme sera soutenu par des professionnels de la santé cubains qui fourniront des consultations et pratiqueront des interventions chirurgicales sans frais pour les patients. Les Honduriens

connaissent déjà les avantages de ce projet, qui a été mis en place pour la première fois dans ce pays d'Amérique centrale pendant le mandat de Manuel Zelaya.

Mais le coup d'État de juin 2009 contre Zelaya a mis fin à l'initiative et a empêché des milliers de citoyens de bénéficier d'une intervention chirurgicale pour recouvrer la vue. L'apport de ce projet social dans ce pays d'Amérique centrale a été considérable, car en plus de prévenir et de traiter les principales causes de la cécité, il a permis la réintégration dans la société de personnes souffrant de cette maladie.

L'opération « Miracle » est une nouvelle opportunité pour des milliers de Honduriens qui pourront améliorer de manière significative leur qualité de vie, et témoigne de l'engagement du gouvernement de Xiomara Castro à construire un système de santé plus inclusif et accessible à tous les citoyens.

Ce programme, développé par Cuba et soutenu par le Venezuela, est une référence dans la région depuis deux décennies. Ses bénéficiaires ont atteint les personnes à faible revenu, faisant une différence dans leur vie. L'opération « Miracle » a été lancée dans plusieurs pays de la région avec la création de centres ophtalmologiques, soutenus par les Grandes Antilles. Plus de six millions de Latino-Américains et de Caraïbiens ont retrouvé la vue grâce à cette initiative.

Sa naissance, grâce à l'humanisme du leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro, et du président vénézuélien Hugo Chávez, a permis de rembourser une dette en matière de soins ophtalmologiques pour les secteurs les plus vulnérables d'Amérique latine et des Caraïbes.

Boliviar Infos 30 Décembre 2024

La Chine menace de détruire tous les chars américains Abrams livrés à Taiwan



Les nouveaux chars américains Abrams livrés à Taiwan par les Etats-Unis



Le porte-parole du ministère chinois de la Défense, Zhang Xiaogang

Par Modeste Dossou

Alors que la Chine a toujours protesté contre les livraisons d'armes américaines à Taïwan, Pékin a clairement menacé de frapper les nouveaux chars américains Abrams livrés à l'île en cas de conflit militaire, estimant que ce ne seront juste qu'une « cible mobile ».

Dans une déclaration face aux livraisons continues d'armes américaines à Taïwan, le porte-parole du ministère chinois de la Défense, Zhang Xiaogang, a indiqué que « faire la courbette devant les États-Unis dans la quête d'une indépendance et refuser catégoriquement la réunification sont voués à l'échec. Quelques équipements militaires américains ne constitueront pas une planche de salut, mais seulement une cible mobile sur le champ de bataille ».

Dans la suite de son intervention, le responsable de la Défense

chinoise, a assuré que les forces militaires de la République populaire de Chine renforceront de manière significative leur préparation militaire afin d'empêcher tout complot séparatiste de la part des partisans de l'indépendance de Taïwan et toute ingérence de la part de forces extérieures.

Pour rappel, le ministère taïwanais de la Défense a déclaré le 16 décembre que le premier lot de 38 chars Abrams M1A2T était arrivé sur l'île. La vente de 108 chars Abrams M1A2T à Taïwan pour un montant de 2,2 milliards de dollars avait été approuvée en 2019 par le département d'État américain. Le char M1A2T est une version modernisée sur demande de Taïwan du modèle M1A2 version SEPv2 (System Enhancement Package version 2). Actuellement, la flotte de chars de Taïwan compte 1.000 blindés, dont la plupart sont des vieux modèles.

Actu Cameroun 26 Décembre 2024

Syrie : Joulani nomme un « terroriste », désigné comme tel par l'ONU, à la tête des services de renseignements



L'ancien commandant d'Al-Qaïda et cofondateur du Front Nusra, Anas Hassan Khattab, nouveau chef des services de renseignements généraux syriens. Crédit photo : SANA

D'anciens commandants d'Al-Qaïda constituent l'essentiel des nouvelles autorités nommées par le « gouvernement de transition » syrien soutenu par l'Occident et la Turquie.

Le 26 décembre, les autorités syriennes de facto ont nommé l'ancien commandant d'Al-Qaïda

et cofondateur du Front Nusra, Anas Hassan Khattab, à la tête de l'agence des renseignements généraux du pays.

Khattab, également connu sous le nom d'Abu Ahmed Hood, a été placé sur la liste noire des « terroristes » par le Conseil de sécurité des Nations unies en septembre 2014 en raison de ses liens étroits avec Al-Qaïda.

Selon le CS de l'ONU, il a participé pendant plusieurs années « au financement, à la planification, à la facilitation, à la préparation ou à la perpétration d'actes ou d'activités par le Front Nusra, en liaison avec lui, sous son nom, pour son compte ou à son appui » et « à l'appui d'actes ou d'activités du Front Nusra ». Cette ramification d'Al-Qaïda a été rebaptisée Hayat Tahrir al-Sham (HTS) en 2017.

Khattab était l'émir administratif du Al-Front Nusra depuis le début de 2014 et faisait partie de son conseil de la Choura (Conseil consultatif) depuis le milieu de

l'année 2013. Il a également été chargé de sélectionner les gardes du corps personnels du chef du HTS et dirigeant de facto de la Syrie, Abu Mohammad al-Joulani, qui a abandonné son nom de guerre au début du mois et se présente désormais sous son vrai nom, Ahmad al-Sharaa. Il était enfin chargé du dossier des prisons du HTS, de sinistre mémoire, à Idlib

Ces dernières années, Khattab a supervisé les opérations de sécurité générale à Idlib. Son implication dans la collecte de renseignements remonte à la période où le HTS a consolidé son contrôle sur le nord de la Syrie avec le soutien de la Turquie ; pendant cette période, il a géré la surveillance des réseaux clandestins le long des frontières des zones contrôlées par le HTS.

Le nouveau chef des renseignements syriens a été sanctionné par le département du Trésor américain en 2012 pour ses liens avec Al-Qaïda. Khattab est la dernière

autorité du HTS à se voir accorder un poste de premier plan au sein du « gouvernement de transition » après le succès du coup d'État soutenu par la Turquie et les États-Unis contre le gouvernement du président syrien déchu, M. Bachar el-Assad.

La semaine dernière, le commandement général des factions armées de l'opposition a nommé Assad Hassan al-Shibani, membre fondateur d'Al-Qaïda en Syrie, au poste de ministre des affaires étrangères intérimaire. Murhaf

Abu Qasra, un haut dirigeant du HTS connu sous le nom d'emprunt d'Abu Hassan 600, a ensuite été nommé ministre de la défense.

Alors que le HTS continue de consolider son pouvoir avec le soutien total des pays occidentaux, des affrontements ont éclaté dans l'ouest de la Syrie entre les restes de l'Armée arabe syrienne (AAS) et les extrémistes dirigés par le HTS.

The Cradle 26 décembre 2024 Traduit par Brahim Madaci Afrique Asie 28 décembre 2024

La faillite morale de l'Occident

Par John J. Mearsheimer

Le 19 décembre 2024, Human Rights Watch a publié un rapport de 179 pages détaillant le génocide israélien à Gaza.

Le 5 décembre 2024, Amnesty International a publié un rapport de 296 pages détaillant le génocide israélien à Gaza.

Le 21 novembre 2024, la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu



et de l'ancien ministre israélien

de la Défense Yoav Gallant pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice a estimé qu'il était plausible qu'Israël commette un génocide à Gaza.

Compte tenu de l'engagement présumé de l'Occident en faveur des droits de l'homme et, en particulier, de la prévention des génocides, on aurait pu s'attendre à ce que des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne arrêtent le génocide israélien dans son

élan.

Au lieu de cela, les gouvernements de ces trois pays, en particulier les États-Unis, ont soutenu à tout bout de champ le comportement inimaginable d'Israël à Gaza. En fait, ces trois pays sont complices de ce génocide.

En outre, la quasi-totalité des nombreux défenseurs des droits de l'homme dans ces pays, et plus généralement en Occident, sont restés silencieux pendant qu'Israël exécutait son génocide. Les grands médias n'ont pratiquement pas fait d'efforts pour

dénoncer et contester ce qu'Israël fait subir aux Palestiniens. En fait, certains médias importants ont soutenu fermement les actions d'Israël.

On peut se demander ce que les Occidentaux qui ont soutenu le génocide israélien ou qui sont restés silencieux se disent pour justifier leur comportement et dormir la nuit.

L'histoire ne les traitera pas avec bienveillance.

**Arrêt sur info
24 décembre 2024**

Directory Classified

Tel: 718-421-0162 editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free

Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps

veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

AUTOS WANTED

We buy 8,000 cars a week. Sell your old, busted or junk car with no hoops, haggles or headaches. Sell your car to Peddle. Easy three step process. Instant offer. Free pickup. Fast payment. Call 1-855-403-3374

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only \$99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haiti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Prepare for power outages with Briggs & Stratton® PowerProtect(TM) standby generators - the most powerful home standby generators available. Industry-leading comprehensive warranty - 7 years (\$849 value.) Proudly made in the U.S.A. Call Briggs & Stratton 1-888-605-1496

HOME IMPROVEMENT

Do you know what's in your water? Leaf Home Water Solutions offers FREE water testing and whole home water treatment systems that can be installed in as little one day. 15% off your entire purchase. Plus 10% senior & military discounts. Restrictions apply. Schedule your FREE test today. Call 1-866-247-5728

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call

NURSING HOMES, HOME CARE AGENCIES & HOSPITALS ARE HIRING!

Jobs Available • Train to be a Health Care Worker in less than 2 MONTHS

RN and LPN review 2.5 month course:\$4900
Morning (10 am to 3 pm) & evening (6 pm and 10 pm), Mon to Thu classes start Oct. 21 & end Dec. 30, 2019 - Weekend, Sat & Sun, start Oct. 26 from 10 am to 4 pm
Upgrade your expired HHA in 7 days:\$695
CNA become a HHA in 7 days:\$695
EKG and phlebotomy, PCT, PCA review: Start Sep.23

DAISLEY INSTITUTE: 718.467.8497
229 Empire Blvd., Brooklyn, NY (bet Bedford & Rogers)

LeafFilter GUTTER PROTECTION

CALL TODAY FOR A FREE INSPECTION!
1-855-478-9473

20% OFF + **10% OFF**
Your Entire Purchase* Seniors + Military

++ We offer financing that fits your budget!†

*See Representative for full warranty details. *One coupon per household. No obligation estimate valid for 1 year. †Subject to credit approval. Call for details. AR 366920923, AZ ROC 344027, CA 1035795, CT HIC.0671520, FL CBC056678, IA C127230, ID RCE-51604, LA 559544, MA 176447, MD MH1C111225, MI 262300173, 262300318, 262300328, 262300329, 262300330, 262300331, MN IR731804, MT 226192, ND 47304, NE 50145-22, 50145-23, NJ 13VH05953900, NM A08693, NV 865950, NV H-19114, H-52229, OR 218294, PA 179643, 069383, RI GC-41354, TN 10981, UT 10783658-5501, VA 2705169445, WA LEAFFNW8227Z, WV WV056912.

BIG WIRELESS COVERAGE, WITHOUT BIG WIRELESS COST.

Plans start at just \$20/month.

Switch & Save Today

844-919-1682 Consumer Cellular®

© 2021 Consumer Cellular Inc. Terms and Conditions subject to change. Plans shown above include \$5 credit for AutoPay and E-billing. Taxes and other fees apply. Credit approval required for new service. Cellular service is not available in all areas and is subject to network limitations.

Be prepared before the next power outage.

It's not just a generator. It's a power move.™

Receive a free 5-year warranty with qualifying purchase* - valued at \$535.

Call 877-516-1160 to schedule your free quote!

GENERAC

*Terms and Conditions apply.

DENTAL Insurance

Physicians Mutual Insurance Company

A less expensive way to help get the dental care you deserve!

FREE Information Kit

1-855-225-1434

Visit us online at www.dental50plus.com/nypress

Product not available in all states. Acceptance is guaranteed for one insurance policy/certificate of this type. This specific offer is not available in CO, NY, call 1-800-969-4788 for a similar offer. In WV: To find a provider in the network visit us at <http://www.physiciansmutual.com/health/dental/indirect/>. For complete details about this solicitation of insurance, please contact us. Certificate C250A, Insurance Policy P150. Certificate C254 (ID: C254D, PA: C254PA); Insurance Policy P154 (GA: P154GA, NY: P154NY, OK: P154OK, TN: P154TN) 6129-0524

Make the smart and ONLY CHOICE when tackling your roof!

Before After

LIMITED TIME OFFER! SAVE!

UP TO 50% OFF INSTALLATION

FREE ESTIMATE 1.855.492.6084

MADE IN THE U.S.A. Expires 12/31/2024

New orders only. Does not include material costs. Cannot be combined with any other offer. Minimum purchase required. Other restrictions may apply. This is an advertisement placed on behalf of Erie Construction Mid-West, Inc ("Erie"). Offer terms and conditions may apply and the offer may not be available in your area. If you call the number provided, you consent to being contacted by telephone, SMS text message, email, pre-recorded messages by Erie or its affiliates and service providers using automated technologies notwithstanding if you are on a DO NOT CALL list or register. Please review our Privacy Policy and Terms of Use on homeservices.compliance.com. All rights reserved. License numbers available at eriehome.com/erie-licenses/

Save on Windows & Doors!

Buy One, Get One AND Take an Extra

40% OFF AND **\$200 OFF**
YOUR ENTIRE PURCHASE*

NO Money Down, NO Monthly Payments, NO Interest for 12 months!†

Minimum purchase of 4 - interest accrues from the date of purchase but is waived if paid in full within 12 months.

Call by January 31 to schedule your FREE consultation.

888-610-7738

RENEWAL by ANDERSEN FULL-SERVICE WINDOW & DOOR REPLACEMENT

*DETAILS OF OFFER: Offer expires 1/31/2025. Not valid with other offers or prior purchases. Buy one (1) window or entry/patio door, get one (1) window or entry/patio door 40% off, and 12 months no money down, no monthly payments, no interest when you purchase four (4) or more windows or entry/patio doors between 11/1/2024 and 1/31/2025. Additional \$200 off your purchase, minimum purchase of 4, taken after initial discount(s), when you purchase by 1/31/2025. 40% off windows and entry/patio doors are less than or equal to lowest cost window or entry/patio door in the order. Subject to credit approval. 12-month Promo Period: while no payments are due, interest accrues but is waived if the loan is paid in full before the Promo Period expires. Any unpaid balance owed after the Promo Period, plus accrued interest, will be paid in installments based on the terms disclosed in the customer's loan agreement. Financing provided by various equal opportunity lenders. License numbers available at renewalbyandersen.com/licenses. Some Renewal by Andersen locations are independently owned and operated. *Renewal by Andersen® and all other marks where denoted are trademarks of their respective owners. © 2025 Andersen Corporation. All rights reserved. RBA13669 †Using U.S. and imported parts.

Trump menace de « rendre » le canal de Panama aux États-Unis



Les menaces de Donald Trump ont été vivement rejetées par les mouvements panaméens notamment le Syndicat national des travailleurs de la construction et des industries similaires (Suntracs)

Par Pablo Meriguet

Dans un discours prononcé à l'« AmericaFest » en Arizona, le président élu a déclaré que les frais facturés par le Panama étaient injustes et que s'ils ne changeaient pas, les États-Unis exigeraient la restitution du canal.

Le président élu des États-Unis, Donald Trump, a déclaré dans un discours prononcé dimanche 22 décembre que la gestion actuelle du canal de Panama était une « arnaque totale » et que « les frais facturés par le Panama sont ridicules, hautement injustes ». Si ces derniers ne sont pas réduits, a-t-il menacé, « nous exigerons que le canal de Panama nous

soit restitué, en totalité, rapidement et sans poser de questions ».

Trump s'exprimait lors de l'« AmericaFest » à Phoenix, en Arizona, organisé par l'association conservatrice à but non lucratif Turning Point USA, qui promeut les valeurs et la politique conservatrices dans les lycées et les universités du pays. Trump a également fait valoir la fausse affirmation selon laquelle le canal aurait été « bêtement » offert au Panama dans un geste de « générosité extraordinaire ».

Sa réécriture de l'histoire et ses menaces éhontées contre la souveraineté du Panama ont été immédiatement condamnées par les dirigeants politiques panaméens, notamment le président pro-américain et pro-business José Raúl Mulino. « Chaque mètre carré du canal de Panama et de sa zone adjacente appartient au Panama et continuera de l'être. La souveraineté et l'indépendance de notre pays ne sont pas négociables », a déclaré Mulino dans un message vidéo à la nation. Il a poursuivi, en défendant la souveraineté et le patrimoine du Panama : « Chaque Panaméen... porte [le canal de Panama] dans son cœur, et il fait partie de son histoire de lutte et d'une conquête irréversible. » « Il restera aux mains des Panaméens en tant que patrimoine inaliénable de notre nation et garantira son utilisation pour le transit ininterrompu des navires de toutes les nations, comme l'établissement la constitution et le traité de neutralité. »

En ce qui concerne la plainte de Trump concernant les tarifs, Mulino

a déclaré : « Les tarifs ne sont pas un caprice. Ils sont fixés publiquement et lors d'audiences publiques en tenant compte des conditions du marché, de la concurrence internationale, des coûts d'exploitation et des besoins d'entretien et de modernisation de la voie navigable interocéanique. C'est ainsi que nous avons réussi l'agrandissement du canal en 2016. »

Enfin, le chef de l'État a affirmé que « les Panaméens pensent différemment sur de nombreux aspects, mais lorsqu'il s'agit de notre canal et de notre souveraineté, nous sommes tous unis sous un seul drapeau : celui du Panama. Nous sommes un pays ouvert au dialogue, aujourd'hui et toujours, aux investissements et aux bonnes relations, mais avec le slogan clair que la patrie passe avant tout. Cela, pour ce président panaméen, n'est pas négociable ».

Trump réécrit l'histoire à la Monroe
En plus d'appeler à une violation flagrante de la souveraineté du Panama, les commentaires de Trump suggèrent également une réécriture de l'histoire, dans laquelle toute l'Amérique latine et les Caraïbes et leurs ressources appartiennent aux États-Unis, jusqu'à ce que les États-Unis en décident « généreusement » autrement.

En 1903, le traité Hay-Bunau Varilla a été signé entre le gouvernement panaméen (récemment séparé de la Colombie) et les États-Unis, dans lequel la construction du canal de Panama (un énorme projet d'ingénierie) a été con-

venue. Pour la construction du canal, le Panama recevrait la protection militaire des États-Unis en cas de tentative de réunification de la Colombie, 10 millions de dollars et un loyer annuel de 250 000 dollars. De leur côté, les États-Unis recevraient de nombreux avantages économiques et la souveraineté panaméenne : concession à perpétuité du canal, une zone de 10 miles de large sous contrôle militaire américain, cession des îles de Naos, Perico, Flamenco et Culebra.

Malgré l'attitude totalement soumise des dirigeants de l'époque, le peuple panaméen a remis en question et combattu l'abandon de sa souveraineté. Après plusieurs décennies de luttes pour l'indépendance, les présidents de l'époque, Omar Torrijos et Jimmy Carter, ont accepté en 1977 de rendre le contrôle de la souveraineté panaméenne et du canal de Panama aux Panaméens en 1999.

Le Panama doit être respecté !

En plus de la réponse rapide du président panaméen, les menaces de Donald Trump ont été vivement rejetées par les

mouvements panaméens. Le Syndicat national des travailleurs de la construction et des industries similaires (Suntracs) du Panama, l'un des plus grands syndicats du pays, a répondu aux menaces de Trump en déclarant : « C'est notre territoire, notre souveraineté... Aucun envahisseur gringo, ni aucun gringo avec des illusions de pouvoir comme Donald Trump ne peut menacer le Panama, son intégrité territoriale, sa souveraineté et son autodétermination. Nous, les enfants du peuple panaméen, défendrons notre nation. Il y a des traîtres, oligarques ou non, qui se réjouissent de déclarations de ce genre, car ils ont toujours, depuis 1903, cédé la patrie aux Américains et à leurs intérêts... Le Panama et les Panaméens doivent être respectés ! »

Les chefs d'État de la région ont également réagi aux commentaires de Trump et ont exprimé leur solidarité avec le Panama face aux menaces.

People's Dispatch
23 décembre 2024

Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package \$84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For just \$25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just \$20/month. For more information, call 1-844-919-1682

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To \$600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. IF

you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

Jaevzzi | BATH REMODEL

Safety. Style. Stress-Free Installation.

CALL NOW 855.564.2680

SPECIAL OFFER

Waiving All Installation Costs!

Add'l terms apply. Offer subject to change and vary by dealer. Expires 3/30/25.



Call today and receive a FREE SHOWER PACKAGE PLUS \$1600 OFF

SAFE STEP WALK-IN TUB

1-855-916-5473

With purchase of a new Safe Step Walk-In Tub. Not applicable with any previous walk-in tub purchase. Offer available while supplies last. No cash value. Must present offer at time of purchase. CSLB 1082165 NSCB 0082999 0083445






FINANCING AVAILABLE WITH APPROVED CREDIT

855.281.6439

Kitchen Magic

KITCHEN & BATH SOLUTIONS

30% OFF

INSTALLATION ON YOUR DREAM KITCHEN.

OFFER EXPIRES 12/31/24

*Discount applies to the installation of new cabinets and refacing only. Minimum of \$10,000 project value. Offer valid on new customer agreements only. Offer may not be combined with other offers. NY license: Nassau: H1759490000. Suffolk: 16183-H. NY: Rockland: 56422.



SAVE ON YOUR Travel Plans!

Up to 75% more than 500 Airlines and 300,000 Hotels across the world!

Let us do the research for you for free... we'll save you time and money



Spend your travel dollars when you get there *not getting there!*

We're not allowed to publish fares online so call for the best rates now **877-988-7277**

Saving a Life EVERY 11 MINUTES

I'm never alone

Life Alert® is always here for me.

One touch of a button sends help fast, 24/7.




Life Alert®



Batteries Never Need Charging.

For a FREE brochure call: 1-800-404-9776

Adieu 2024, Bonjour 2025 !



Par Diagne Fodé Roland

2024 au Sénégal a connu le clou d'une saga répressive meurtrière d'un État néocolonial hors la loi né de la seconde alternance libérale après 40 ans de pouvoir social-démocrate. La résistance militante du peuple à la répression meurtrière de l'autocratie libérale néocoloniale et la fermeté du parti Pastef et de ses dirigeants face à l'arbitraire et l'illégalité ont contraint à l'organisation de la présidentielle de mars gagnée par le camp souverainiste à plus de 54 %. Le 17 novembre, le peuple a confirmé en élisant aux législatives une large majorité de 130 députés sur 165. Pouvoir exécutif et législatif entre les mains de Pastef, il ne reste plus qu'à gagner les prochaines élections locales pour parachever le contrôle par le camp souverainiste de la majorité des municipalités du pays.

2024 a été une nouvelle étape dans le processus de rupture du Mali, du Burkina, du Niger avec le club des chefs d'États néocoloniaux de la CEDEAO par la proclamation de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES).

2024, c'est ensuite l'éveil des peuples du monde entier sur la nature fasciste génocidaire du sionisme israélien et la complicité des impérialismes états-unien et européen avec le crime contre l'humanité qui continue en Palestine. Le monde entier voit en direct à travers les réseaux sociaux ce que les impérialismes ont fait pour se tailler de vastes empires coloniaux du 15ème au 19ème et les crimes qu'ils ont poursuivis durant la colonisation jusqu'à la seconde moitié du 20ème siècle. Le colonialisme israélien tente de récidiver contre les Palestiniens le safari meurtri-

er qui a donné naissance au capitalisme impérialiste aux USA : le génocide et le nettoyage ethnique des Amériindiens aussitôt suivi de l'esclavage des noirs africains.

2024, c'est aussi l'élargissement des BRICS à de nouveaux pays comme étape vers un autre monde que celui de l'hégémonie prédatrice, fascisante, guerrière des USA/UE/G7/Israël dont le bras armé est l'OTAN et Afrikom en Afrique.

2024, c'est enfin une aggravation continue de la crise systémique du stade suprême du capitalisme, crise de surproduction et de sur-accumulation qui est à la base de la contradiction exacerbée entre production sociale mondialisée et appropriation privée du maximum de profits par les actionnaires des grands monopoles du capital financier, crise donc qui renforce la lutte des classes laborieuses contre la régression sociale et la lutte des peuples contre l'oppression impérialiste.

Qu'attend-on pour 2025 ?

Au Sénégal, il s'agit d'appliquer le jub, jubal, jubanti à la reddition des comptes, la mise en place de la haute Cour de justice, des investissements dans la santé, l'école, dans l'électrification et l'accès à l'eau potable, la renégociation des conventions léonines d'exploitation des richesses minières, l'audit de la dette externe et interne, la diversification des sources de financements additifs en plus des ressources internes prioritaires, le départ des troupes françaises et le développement de la coopération économique avec le Mali et l'AES, etc.

Le Sénégal souverainiste et, nous l'espérons, le nouveau pouvoir au Ghana doivent exiger le maintien de la liberté de circulation des personnes, des marchandises, des capitaux avec l'AES,

la levée de toutes les sanctions et l'opposition ferme à toutes sanctions ou agressions contre l'AES émanant de la CEDEAO derrière laquelle sont tapis la francAfrique, l'eurafrique et l'usafrrique.

L'AES doit proposer une coopération diplomatique et militaire devant avoir une dimension économique avec l'Algérie, la Tunisie, le Tchad, la Centrafrique et le Polisario pour construire un front des États Sahélo-Saharien contre les menées déstabilisatrices de la francAfrique, de l'eurafrique et de l'usafrrique pouvant provenir de la Libye, de la Mauritanie ou du Maroc qui a un pacte avec le sionisme israélien.

Aller résolument vers l'union des peuples souverainistes contre l'union des néo-colonies est l'étape actuelle de la marche panafricaine vers l'État fédéral d'Afrique. Le souverainisme au Sénégal et au Ghana doit relever aussi ce défi panafricain.

Dans chaque pays de l'AES, la transition souverainiste sous direction militaire pour être durable doit œuvrer à rassembler toutes les forces vives civiles anti-impérialistes politiques, syndicales, associatives sur la base d'une plateforme qui associe lutte contre les tentatives de déstabilisation des impérialistes, contre l'insécurité djihad-terroriste et séparatiste, contre la vie chère et la réappropriation par les nationalisations des richesses nationales.

La mise en pratique de la démocratie participative populaire sur la base du principe « Unité, critique, unité » contre l'ennemi principal impérialiste et ses mercenaires djihad-terroristes ainsi que les serviles de la CEDEAO est la méthode maoïste pour surmonter les contradictions secondaires au sein du camp souverainiste tant dans chaque pays de l'AES qu'au Sénégal, etc.

Les mobilisations doivent redoubler d'intensité en solidarité avec le peuple martyr et héroïque de Palestine contre la guerre génocidaire du fascisme sioniste colonisateur d'Israël et ses agressions militaires au Liban, en Syrie, en Iran, etc et contre la complicité des impérialistes USA/UE/G7/OTAN avec ce crime contre l'humanité. Le Sénégal, l'AES et tous les pays africains doivent rejoindre l'Afrique du Sud dans sa « croisade - djihad » anti-génocide et anti-épuration ethnico-religieuse solidaire avec le peuple Palestinien.

Les BRICS doivent poursuivre leur élargissement à tous les pays qui résistent à l'hégémonie spoliatrice de l'impérialisme Yankee pour renforcer le camp de la paix contre le camp des

fauteurs de guerres US/UE/G7/OTAN/Israël. Les BRICS doivent reconnaître l'État de Palestine en lui donnant le statut de membre.

La solidarité antiraciste et anti-fasciste avec les luttes des Sans Papiers contre l'esclavage du travail clandestin dissimulé par les patrons dans l'UE et aux USA doit devenir une préoccupation des États souverainistes du Sénégal et de l'AES.

Les organisations du monde du travail dans les pays impérialistes et dans nos pays dominés doivent jeter un pont solidaire entre les luttes des travailleurs pour défendre leurs conquêtes sociales et démocratiques au cœur des pays impérialistes US/UE/G7 et les luttes

des peuples opprimés contre la domination et l'hégémonie impérialiste.

Les luttes de classes contre la misère, la fascisation, le fascisme, les ravages de l'environnement et la guerre dans les pays impérialistes et les luttes des peuples opprimés pour conquérir la souveraineté nationale sont les deux faces de l'unique médaille de l'émancipation sociale et de la libération nationale.

Tels sont nos vœux pour l'année 2025.

Dewenati, Aw Sambé Sambé, Bonne année 2025 à tou (te)s et à toutes nos familles.

28 décembre 2024

Have Computer Problems?

Get **\$20 OFF** Any Service

Use Coupon Code **42513**

24/7 Emergency Service
Data Recovery
Virus Removal
Regular Maintenance

Call Now Get a Free Diagnosis **866-848-0045**

Friendly Certified Computer Repair Experts

Geeks OnSite

Are you raising a grandchild, young relative or child of a family friend in the absence of the biological parents?

Then you're a Kinship Caregiver!

Want to keep your family healthy and safe?

NYS Kinship Navigator can help.

NYS Kinship Navigator provides information, referral and assistance with financial needs, legal options, school enrollment, kinship law and other resources.

Help is just a phone call away.
877-454-6463
TTY: NY Relay 711 or 800-421-1220
nysnavigator.org

Catholic Charities Family and Community Services
NEW YORK STATE Office of Children and Family Services
NEW YORK STATE Kinship Navigator

★ ★ ★ MONEY FOR PEOPLE'S NEEDS, NOT THE WAR MACHINE ★ ★ ★ MONEY FOR PEOPLE'S NEEDS, NOT THE WAR MACHINE ★ ★ ★ FOR WORKER'S RIGHTS

WE FIGHT BACK!

★ HONORING MLK AND HIS LEGACY OF STRUGGLE ★

★★★ PRESIDENTIAL INAUGURATION DAY ★★★

JAN 20 ★ 1PM ★ NYC WASHINGTON SQ PARK

★ ★ ★ FOR WORKER'S RIGHTS ★ ★ ★ FOR THE FUTURE OF OUR PLANET ★ ★ ★ FOR IMMIGRANT RIGHTS ★ ★ ★ FOR WOMEN'S RIGHTS ★ ★ ★

FOR IMMIGRANT RIGHTS ★ ★ DEFEND HOME RULE, DC STATEHOOD NOW! ★ ★ FOR IMMIGRANT RIGHTS ★ ★ FOR WOMEN'S RIGHTS ★ ★ END BILLIONAIRE RULE ★ ★